

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

MARCEL DESJARDINS
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT

YVES BELLEFLEUR
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Un projet de cité indéfendable

Les chiffres impressionneront. La nouvelle Cité du commerce électronique qu'annonçait jeudi en grande pompe le ministre d'État aux Finances et à l'Économie, Bernard Landry, représente un investissement immobilier de 700 millions de dollars dans le centre-ville de Montréal, la création de 20 000 emplois. Le tout dans la nouvelle économie. Wow! Le maire Pierre Bourque a même parlé de « Baie-James de Montréal ».

Mais, derrière le marketing politique et l'enflure verbale, le projet du ministre Landry coûtera terriblement cher, peut-être un milliard et demi, dont une grande partie sera gaspillée; il repose en outre sur une stratégie de développement dont les fondements sont contestables. Voilà en fait un très mauvais programme de subventions, qui trahit une vision archaïque de l'économie.

Un jugement excessif? Le cas de CGI, l'un des deux locataires annoncés du futur complexe immobilier, a de quoi faire dresser les cheveux sur la tête. Le programme accorde aux entreprises qui déménageront dans le quadrilatère défini, sur René-Lévesque, près du Centre Molson, un crédit d'impôt remboursable qui couvrira 25 % du salaire d'un emploi lié au commerce électronique, jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par année, pendant dix ans.

CGI, une entreprise de services conseils en technologies de l'information, filiale de BCE, déménagera dans le nouveau projet 2400 personnes actuellement dispersées dans la ville. 1968 de ces employés ont immédiatement droit à la subvention, même si ces emplois sont déjà créés. Ce passe-droit hallucinant fera en sorte que CGI recevra presque 20 millions par année pendant dix ans. Faites le calcul: un total de 200 millions, pour des emplois qui existent déjà. Pourquoi?

En échange de ce cadeau, explique-t-on, CGI s'engage à créer 2000 autres emplois d'ici cinq ans. Qui lui donneront, en gros, 150 millions de plus. L'opération est d'autant plus scandaleuse que la croissance naturelle de CGI l'amènera à créer ces emplois de toute façon. À titre d'exemple, cette entreprise respectée, il y a un peu plus d'un an, estimait être en mesure de créer 1500 emplois en 1999 uniquement grâce à sa croissance interne! Un tiers de milliard à l'eau.

Regardons maintenant la logique économique qui sous-tend la démarche. La Cité du multimédia, dont on s'inspire, malgré d'importants effets pervers, a pu avoir deux effets positifs. D'une part, revaloriser un quartier dévasté. Ensuite, créer une masse critique dans une industrie morcelée, difficile à définir, pour en quelque sorte la mettre sur la « carte ».

Ces deux facteurs ne peuvent pas jouer dans cette nouvelle cité. D'abord, parce que le quartier, à côté du Centre Molson, n'a pas besoin de respiration artificielle. Mais surtout, parce que la définition extrêmement floue du commerce électronique ne permet pas de créer les synergies que le ministre évoque. Quel est le lien naturel, la synergie possible entre Nasdaq, une petite Bourse qui emploiera moins de dix personnes, des consultants comme CGI, le numéro 1 dans son domaine au Canada et le cinquième en Amérique, ou une entreprise comme Dell, que l'on espère attirer, qui oeuvre dans le bas de gamme de la nouvelle économie avec son centre d'appels pour vendre des ordinateurs?

On parle bien sûr de masse critique, un mot à la mode que l'on sert à toutes les sauces, mais qui est vide de sens dans un parc industriel urbain regroupant des industries disparates dont le seul point commun est que leur venue a été lourdement subventionnée. Ce concept de marketing sera peut-être rentable au plan politique. Mais cette culture de l'esbroufe bernera-t-elle les investisseurs et enverra-t-elle une image positive de Montréal. Nous croyons plutôt qu'elle projettera de la métropole une image de ville « has been », bonasse et un peu désespérée, dont les leaders n'ont rien compris à la nouvelle économie.

Nous ne dirons jamais assez que ce genre de programme est incompatible avec le e-commerce. D'une part, parce que les fonds publics se retrouveront largement dans l'immobilier et le béton, par le biais des loyers élevés que paieront les entreprises, plutôt que dans le développement. Ensuite, parce qu'on impose l'implantation dans un quadrilatère précis d'une industrie dont la caractéristique fondamentale est la mobilité et la capacité de pouvoir s'installer n'importe où.

Il faut enfin soulever une autre question, et c'est celle du rôle du promoteur Sylvain Vaugeois, le concepteur de ce projet, dont la carrière repose largement sur sa capacité de mettre au point des projets dont le succès dépend de l'apport massif de fonds publics. Il a, à cet égard, l'oreille du ministre Landry dont il est un proche. Il touche également des revenus lors du développement de ces projets publics en jouant un rôle d'intermédiaire entre l'État subventionnaire et les entreprises dont il sollicite la participation ou qui lui confient des mandats d'implantation. Nous ne doutons pas de la probité de ces activités. Mais il y a là une proximité qui nous semble incompatible avec la vision que les Québécois se font du rôle de l'État.

Le lancement de ce nouveau programme remet à l'avant-scène un débat plus vaste sur le rôle de l'État dans l'économie. M. Landry est, de son propre aveu, interventionniste. C'est son droit. Mais il ne peut, à la fois, distribuer des subventions et se réclamer de Silicon Valley qui est plutôt, comme on sait, un symbole du dynamisme de l'initiative privée. Il ne peut pas non plus se réclamer du modèle irlandais qui, en fait, va exactement dans le sens contraire. L'Irlande a misé sur une faible fiscalité; le Québec est au contraire le paradis nord-américain du fardeau fiscal et le restera tant que ses politiciens continueront à gaspiller des fonds publics.

La Cité du commerce électronique coûtera une fortune à l'État québécois, mènera à un gaspillage important, pour des gains économiques qui n'ont rien d'évident. Tout cela avec notre argent.



DROITS RÉSERVÉS

Serge Chapleau@lapresse.ca

« Le coeur mal amanché »

La nouvelle a été confirmée en fin d'après-midi, hier: le fondateur et âme dirigeante des Colocs, André Fortin, s'est bel et bien suicidé. Devant la maison qui abritait le « quatre et demi » où son corps a été trouvé mercredi, des passants ont déposé des fleurs, des poèmes, des dessins.

André — Dédé — Fortin n'est pas le premier chanteur à disparaître trop tôt, dans des circonstances tragiques. De tels événements suscitent toujours la consternation, un peu comme si le public s'appropriait la douleur de l'artiste, qu'il y trouvait un écho à ses propres angoisses.

Mais dans la vague de réactions soulevées par la mort brutale du Coloc en chef, il y a plus. Des émotions qui, au-delà de l'inévitable surenchère médiatique, ont une résonance sociale dépassant le simple réflexe d'empathie.

Faut dire que le chanteur n'évoluait pas dans la stratosphère glorieuse du succès. Il était proche de sa génération, branché sur son monde, bien ancré dans sa vie — et par conséquent, dans celle de son public. « Dédé », c'était le voisin qu'on croise en allant chercher sa pinte de lait, le gars qui lit son journal au café du coin.

En partant, les morts percent de petits trous dans la trame de l'univers, écrivait la romancière Arundati Roy dans *The God of Small Things*. Si le trou laissé par André Fortin semble si vertigineux, c'est peut-être parce qu'il est si près de nous, presque à nos pieds...

Cette mort conterne aussi parce qu'elle tranche tant avec la vitalité et l'énergie brute qui se dégageait de la musique des Colocs. Il y avait une telle rage de vivre dans leurs disques et leurs shows — difficile de croire que celui qui a donné tant de souffle au groupe ait pu porter en lui l'abîme qui l'a avalé.

C'est oublier à quel point la rage de vivre est souvent proche du désespoir, à quel point les bonheurs intenses peuvent être voisins de la détresse. Il y a des termes cliniques pour décrire ces vacillements de l'âme. André Fortin, lui, sans doute parce qu'il était lui aussi un écorché de la vie, était capable de les traduire en chansons, simplement, sans faire la morale.

Il y avait entre les Colocs et leur public un rapport de proximité presque intime. S'ils ont réussi à toucher tant de gens, c'est parce qu'ils parlaient de choses vraies, de centres d'achat et de dépanneurs, de petites révoltes et de grands drames.

Dans une des plus belles chansons des Colocs, « Dédé » s'adresse à un vieux *dum* perdu de vue depuis longtemps. La dernière fois qu'il l'avait vu, « son coeur était mal amanché, sa tête dans un étou, y était pas beau. »

Non seulement tous les « pas beaux » de la Terre auraient-ils pu se retrouver dans ce texte, mais aussi tous ceux qui, un jour, impuissants devant un ami qui a « d'la coke dans les yeux, de l'héro dans le sang », ont pris leurs jambes à leur cou, laissant l'autre seul au bord de la catastrophe.

Dans une société qui nous en demande beaucoup, nous ne sommes pas tous des « toffes de toffes ». Il ne faut pas juger le poqué de la vie, l'écorché viv du destin. Si la mort de « Dédé » devait être porteuse de quelque sens que ce soit, souhaitons donc que ce soit précisément celui-là.

Tous les groupes sociaux plus ou moins souffrants ont au moins leur journée de célébration annuelle. Il y a la Journée de la femme, celle des vieux et celle des gays, sans oublier la mère, le père et l'enfant. Aujourd'hui même, c'est la Journée Internationale des oiseaux migrants...

Pourquoi la mort d'André Fortin ne marquerait-elle pas la journée des coeurs « mal amanchés », ceux qui dérivent, qui ont perdu le contrôle, la journée des « pas beaux » et des âmes perdues? Genre de journée où l'on donne une poignée de change au gars saou! qui nous tend la main. Où on lui parle, même. Sans le juger.



Agnès Gruda
agnuda@lapresse.ca

LA BOÎTE AUX LETTRES

edito@lapresse.ca

Le plus beau métier du monde

■ Je me regarde dans le miroir et compte les quelques cheveux gris qui parent ma tignasse. Je revois ma mère quand elle avait mon âge. Je ne suis plus une enfant, il est vrai. Pourtant, mon coeur tressaille encore de bonheur et de gratitude.

Je lui suis reconnaissante d'avoir choisi de me mettre au monde. Sa générosité m'a permis d'exister et de connaître à mon tour les joies et les exigences de la maternité.

Être mère est le plus beau métier du monde! Donner la vie, l'arroser d'amour et parfois de larmes. Oser enseigner, guider et corriger. Savoir écouter, consoler et encourager. Prendre le temps de rire et de s'amuser. Oui, apprendre le temps. Grâce à ma mère, j'ai compris que l'amour seul peut bâtir un monde plus humain. Et que la famille est au coeur de ce défi. J'ai appris qu'éduquer est un travail essentiel dont il faut être fière.

Merci à toutes ces mères qui acceptent de se donner pour que d'autres grandissent.

Denise COUSSA
Mont-Royal

Drôle de politique

M. Dubuc,

■ J'ai lu avec intérêt une de vos chroniques concernant la cité du multimédia. Je suis parfaitement d'accord avec vous sur ce sujet.

Il est à se demander quel est le rôle joué par ce Monsieur Vaugeois? De

plus, il me semble que CGI, Dell, Cognicase et cie n'ont pas besoin d'aide dans le commerce électronique. Sous quel argument distribue-t-on des crédits d'impôt à ces entreprises déjà très florissantes?

Le domaine du multimédia, du commerce électronique, de l'impartition n'a pas besoin de subventions...

Pierre CYR
La Prairie

Le triomphe des modérés

■ Voilà plus de 25 ans que « l'influent » Bernard Landry « pompe » de la modération dans le Parti québécois. Pas étonnant alors que nous ayons assisté au triomphe des modérés lors du dernier congrès de ce parti.

Les modérés, c'est-à-dire des délégués(es) triés sur le volet, gentils, tempérés, politiquement corrects et surtout très réceptifs au pouvoir de suggestion de leur chef, Lucien Bouchard, lui-même un grand modéré du genre à ne pas vouloir déplaire à trop de monde...

Il est bien connu que le premier ministre n'a rien d'un pur et dur malgré ses intonations d'homme fort soulevées par une émotivité peu commune. Éminent stratège habile à s'entourer de gens qui pensent comme lui, Lucien Bouchard a réussi à obtenir sur le plancher du congrès ce qui ressemble à une véritable cote d'amour à son endroit, mais 91 % de votes provenant de modérés, ne donnent pas nécessairement l'heure juste quant à la cote d'amour que cet homme pourrait recevoir de la part de la population en général.

Un congrès, c'est d'abord une affaire de famille, mais il y a plus...

M. Bouchard est peut-être debout sur un bloc de glace, même s'il paraît avoir été placé sur un solide socle de ciment, lors du 14^e congrès du PQ. Seul l'avenir nous dira si le premier ministre peut avoir sur la population en général autant d'emprise qu'il en a eu sur les membres modérés de son parti.

Guy MILOT
Montréal

Comportement arrogant?

■ Je vous écris aujourd'hui parce que je suis complètement renversé par l'attitude et le comportement arrogant de Louise Harel concernant le résultat d'un référendum auprès de ceux et celles qui paient son salaire.

Elle a dit clairement qu'elle se fout royalement du résultat d'un référendum qui confirmerait que la population (ceux qui paient les taxes municipales et scolaires) ne veut rien savoir d'une fusion forcée ou de toute autre fusion qui n'a pas l'approbation majoritaire de ceux et celles qui paient son salaire. C'est quoi la différence entre un référendum pour la séparation du Québec d'avec le reste du Canada et un référendum pour la fusion de villes? Si Louise Harel nous dit que le résultat d'un référendum (fusion de villes) n'est pas légal aux yeux de son gouvernement, pour l'amour du bon Dieu, que quelqu'un m'explique pourquoi Jean Chrétien et son gouvernement respecterait le résultat d'un référendum sur la séparation du Québec avec le reste du Canada.

Maurice ALLARD

L'homme de la Big Blue Machine

Tom Long était récemment de passage à Montréal. Brève entrevue avec lui, dans le hall du Centre Sheraton. Pour un homme qui a derrière lui la Big Blue Machine de l'Ontario et qui incarne les espoirs de Bay Street, il n'a rien d'un chef de guerre.

Pas très grand ni très costaud, le visage un peu pouspou sous des cheveux fraîchement coupés, il a plutôt l'air d'un gérant de banque ou d'un fonctionnaire anonyme. Il récite plus qu'il ne parle, sans faire de gestes, sans animation ni intensité, sans que son visage ne trahisse quelque sentiment que ce soit.

Sans vouloir tomber dans les stéréotypes, je me dis qu'il ressemble à sa contrée d'origine — le sud de l'Ontario, une région « blanche », conservatrice, protestante, et pour tout dire, plutôt terne.

Bref, M. Long a le charisme d'un mur de briques, mais c'est peut-être (soyons honnête) dû au fait que la transition, entre l'ombre et la lumière, n'est pas facile. À 41 ans, le voilà qui devient la vedette, alors qu'il a toujours été l'imprésario. Le voilà qui devient le « produit », alors qu'il a toujours été le vendeur. Pas facile, comme changement de vocation, que de passer du fauteuil du stratège au podium du politicien.

C'est d'ailleurs à la dernière minute, voire à contrecœur, qu'il s'est résolu à sauter dans l'arène de l'Alliance canadienne (ex-Reform) où s'agitaient déjà, entre autres candidats au leadership, l'actuel chef Preston Manning et le ministre albertain Stockwell Day. Ces deux derniers étant albertains — et l'Alliance ayant désespérément besoin de faire des percées en Ontario —, il fallait un Ontarien capable de faire le vide autour de ce pauvre Joe Clark, afin de réaliser la fusion de la droite canadienne.

Grosse commande pour Tom Long, un administrateur qui est à la tête d'une entreprise de « chasse de têtes » après avoir été le principal stratège des victoires électorales de Mike Harris.

Il n'a peut-être pas de charisme, mais il a des « contacts ». Son entrée en scène a amorcé le début de la fin pour le PC, dont le calvaire se poursuit aujourd'hui à Québec où se tient, dans la pagaille et l'amertume, le congrès d'un parti décimé, abandonné par ses bailleurs de fonds et par ses militants.

Mais Tom Long part dans la course avec un retard certain. Contrairement à ses deux principaux adversaires, il n'a jamais été élu. Et s'il est un acteur important dans les coulisses de la politique ontarienne, c'est un parfait inconnu pour le grand public.

Non seulement est-il étranger au Parti réformiste, dont les membres constituent la base de l'Alliance, mais il représente l'arrogante Ontario dont se méfie passionnément le Reform, ce parti farouchement régionaliste qui est né et a grandi dans l'Ouest.

Il représente en outre l'argent de Bay Street, ce qui le marque doublement, dans un parti populiste où la « haute finance » est perçue à peu près comme elle l'était chez les créditistes de Rôle Caouette. Nombre de gros canons de la droite canadienne l'ont appuyé, mais en laissant entendre qu'ils retireraient leurs billes si leur candidat n'était pas élu. Voilà qui ajoutera, pour le militant moyen du Parti réformiste, l'insulte à l'injure.

Il faudra que M. Long vende des milliers de cartes de membres pour avoir une chance de se mesurer à MM. Manning et Day. (L'élection du leader se fera au vote de tous les membres ; les résultats seront annoncés à Calgary le 24 juin ; comme il est douteux que l'un des candidats ait plus de 50 % des voix, on prévoit un second tour de scrutin qui aura lieu le 8 juillet.)

Si M. Long réussit à convaincre un nombre suffisant de réformistes, ce sera parce



Lysiane GAGNON

qu'il aura parlé à leur tête plutôt qu'à leur cœur, en leur faisant valoir qu'avec lui, l'Alliance a plus de chances de faire des gains à l'est du Manitoba.

Mais la personnalité relativement terne de M. Long ne pourra lui permettre de sortir de l'anonymat au point de devenir en deux mois une vedette montante au sein du grand public. Il serait donc étonnant que les sondages, qui pourraient théoriquement influencer le choix des membres, jouent en sa faveur. Son principal atout, pour l'instant : l'argent, qui peut acheter beaucoup de cartes de membres.

■ ■ ■

Dans le hall du Centre Sheraton, Tom Long est assis à la table où l'on a servi du café, comme un gérant de banque derrière son bureau analysant un relevé de compte. Son bilan du Canada est prévisible — économie en déclin, impôts trop élevés, etc. Voir à ce sujet les politiques de Mike Harris, qu'il voudrait voir élargies à l'ensemble du Canada.

Pourquoi faire l'union de la droite autour du Reform plutôt qu'autour du PC ? « Parce que ce parti (auquel M. Long adhère depuis l'âge de 13 ans) est maintenant à la gauche du Parti libéral. »

Quels sont, dans l'histoire canadienne, les politiciens qu'il admire ? Il cite un obscur député ontarien, Shawn O'Sullivan, prêtre catholique aujourd'hui décédé. Mais parmi les figures connues ? Il hésite, prudent, comme s'il jugeait l'efficacité tactique de la réponse. « Peter Lougheed », dit-il enfin. Puis, se rappelant qu'il est au Québec, il ajoute : « Pierre Marc Johnson ». Est-ce dire qu'il s'attend à voir M. Johnson se joindre à son camp ? Non, pas vraiment.

En fait, au Québec, M. Long se trouve dans un « no man's land » absolu. Il ne parle pas un mot de français, quoiqu'il jure ses grands dieux qu'il suivra des cours s'il est élu. Il a un petit groupe de conseillers québécois, surtout d'anciens employés du PC inconnus du grand public, de même que l'ancien président des jeunes libéraux du Québec, Jonathan Sauvé.

C'est tout de même mieux que Preston Manning, qui après 13 ans de politique fédérale, n'a pas réussi à cultiver un seul associé sérieux au Québec, mais un peu moins bien que Stockwell Day, dont le programme constitutionnel a la sympathie de quelques allairistes dont M^{re} Allaire en personne. M. Day, ayant déjà vécu à Montréal, parle un peu français, et le coprésident de sa campagne est l'ancien ministre libéral Gérard Latulippe.

M. Long est lui aussi un partisan de la décentralisation et réprime les intrusions fédérales dans les champs provinciaux, ce qui s'inscrit assez commodément dans une idéologie où l'on souhaite « moins de gouvernement » dans tous les domaines. Il voudrait que les politiciens fédéraux lisent leur « job description » (leur description de tâche) et s'en tiennent à cela.

Le stratège ontarien passe pour avoir des positions moins réactionnaires, en matière sociale, que MM. Manning et Day, qui sont tous deux de fervents évangélistes (le second est même un ministre du culte). Mais M. Long est lui aussi partisan du mouvement pro-vie, et même s'il dit ne pas vouloir imposer aux autres sa moralité personnelle, il n'est pas contre l'idée de tenir des référendums sur l'avortement et la peine de mort.

En fait, dit-il, il aimerait tenir beaucoup de référendum sur toutes sortes de sujets, comme en Suisse.

Voilà tout ce qu'il manquait à un tableau déjà déprimant : une flopée de référendums à l'horizon, et sur la peine de mort en plus ! Ô misère...

Opinions

Internet: un cheval de Troie culturel et linguistique?

DYANE ADAM
L'auteure est Commissaire aux langues officielles.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les deux éditoriaux récents de l'éditorialiste en chef de *La Presse*, monsieur Alain Dubuc, dans le cadre de la série d'éditoriaux intitulée « Réinventer le Québec », qui portaient sur l'état de l'utilisation de l'Internet au Québec.

« Internet : le Québec à la chandelle » montrait avec ce titre percutant qu'il existe un écart quant à l'usage de l'Internet entre les foyers du Québec, du Canada et des États-Unis. Cet écart est d'ailleurs régulièrement évalué par le site Infomètre du CEFRIO, le Centre francophone d'informatisation des organisations. Or, comme nous le savons tous, la nouvelle économie est centrée sur le savoir et Internet en constitue un élément essentiel. Cet écart doit donc être comblé sans délai.

Plusieurs études le démontrent, la faible présence du français sur Internet constitue un facteur déterminant dans la relative lenteur de l'appropriation par les francophones de cette technologie essentielle. Ce constat a été réitéré à plusieurs reprises également à l'occasion des travaux des Sommets de la Francophonie et des Biennales de la langue française, ainsi que dans diverses études du Conseil de la langue française du Québec. Un consensus se dégage de tous ces travaux : une voie de solution serait la constitution d'une plus grande masse critique de contenus et de services en langue française sur Internet.

À titre de Commissaire aux langues officielles et dans le contexte des responsabilités du gouvernement du Canada envers la dualité linguistique en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés et de la Loi sur les langues officielles, j'ai publié une étude spéciale intitulée : *Le gouvernement du Canada et le français sur Internet*. (Disponible à : http://www.ocol.clo.gc.ca/gouv_int.htm)

Dans cette étude, rendue publique en août dernier à la veille du Sommet de la francophonie de Moncton, je formule douze recommandations au gouvernement du Canada afin qu'il favorise, dans le cadre des responsabilités de ses institutions, une plus grande dynamique d'utilisation de l'Internet en français. Le gouvernement du Canada a répondu de façon favorable et constructive à ces recommandations, le 1^{er} décembre dernier, et, depuis lors, plusieurs démarches d'intérêt public ont été entreprises.

Il importe, je crois, de mentionner d'abord les engagements du gouvernement dans les récents discours du Trône et le budget fédéral. On se rappelle que le gouvernement s'est engagé à devenir le premier pays du G7 à offrir l'ensemble de ses services en direct, sur Internet, et ce, d'ici 2004 et à numériser des collections et mettre en réseau plus de 1000 institutions d'intérêt patrimonial afin de créer un Musée virtuel canadien. Le dernier budget fédéral reflète d'ailleurs cet engagement, et 75 millions de dollars seront investis dans la numérisation de collections patrimoniales du gouvernement du Canada dont au moins la moitié pour des collections de langue française.

La mise en oeuvre de ces recommandations a également suscité la création du Groupe de travail interministériel pour le français sur Internet et du Comité de concertation technolinguistique, qui visent notamment à faciliter l'élaboration, d'ici le 1^{er} juillet 2000, d'une stratégie intégrée pour le gouvernement du Canada à l'égard de la présence et de la qualité de



Dyane Adam

contenus et de services en français sur Internet. Cette stratégie serait fondée, entre autres, sur l'affirmation de la dualité linguistique comme l'un des principes directeurs de tout cadre politique et de toute action du gouvernement fédéral relatif à l'Internet.

La création d'une dynamique d'utilisation en français d'Internet exige également la mise en place d'un méga-portail bilingue de l'information gouvernementale et d'un accès aux outils linguistiques appropriés sur les serveurs fédéraux : caractéristique de négociation de la langue, moteurs de recherche bilingue, banques de terminologie et de ressources, outils de transferts linguistiques qui faciliteront et encourageront l'appropriation en français de l'Internet.

Il importe donc, comme l'a si bien affirmé monsieur Alain Dubuc, de créer une culture d'Internet. La langue constitue en effet l'une des dernières frontières de l'Internet. Pour échanger sur Internet et y faire du commerce, encore faut-il pouvoir le faire dans sa langue de préférence. Le gouvernement du Canada offre plus de 5000 sites sur Internet. Il s'agit d'une masse documentaire formidable. Par exemple, le site Stratégies, d'Industrie Canada, vise à donner de l'information aux entreprises et comporte plus de 800 000 pages. Ce site est sujet, comme les autres du gouvernement du Canada, à la Loi sur les langues officielles et offre ses contenus en français et en anglais.

Un accès universel sans contenu suffisant de langue française ne risque-t-il pas de devenir une invitation à laisser pénétrer un cheval de Troie culturel et linguistique ? Je crois plutôt que l'harmonisation des volontés et des actions des gouvernements du Québec et du Canada pour la constitution d'une masse critique en français sur Internet saura faire en sorte que ce moyen de communication devienne un puissant outil de promotion et d'épanouissement de la langue et de la culture française dans le monde.

Peut-on juger un juge?

ALAIN STANKÉ
M. Stanké est auteur et éditeur.

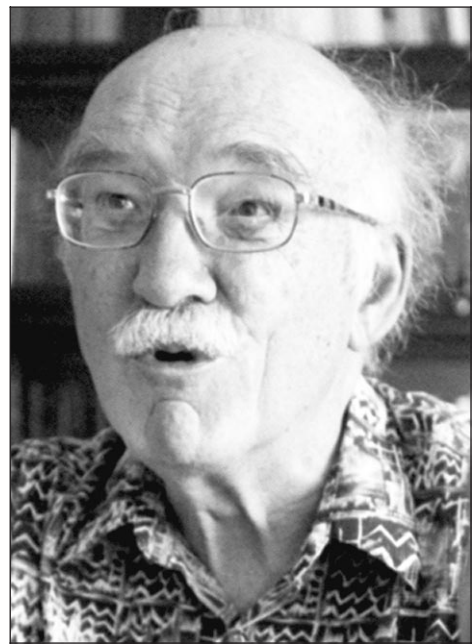
Comme c'est dommage qu'il faille attendre la mort d'un homme pour parler de sa valeur. Je m'estime très privilégié d'avoir eu pour ami le juge Deschênes, un juriste mesuré qui inspirait l'admiration et le respect.

Nos rapports ont heureusement souvent débordé la simple relation auteur-éditeur (née lors de la publication de son autobiographie *Sur la ligne de feu*).

Aujourd'hui, je me sens donc doublement endeuillé. Jules Deschênes était un bel homme — un homme complet. Un vrai. Avec au cœur des qualités rares comme patience, respect, compassion courage et justice. D'ailleurs, il n'était pas que juge. Écrivain et conférencier, il oeuvrait sans relâche dans de nombreux organismes nationaux et internationaux. Homme d'une très grande simplicité, il parlait des autres avec une extrême élégance. Son étonnante humilité et sa grande expérience me fascinaient. Il avait le regard humble et impérieux qui faisait baisser le vôtre lorsque vous vous trouviez devant lui. Ses proches trouvaient qu'il portait son âme à fleur de visage, un privilège de toute personne authentique. Cet homme d'exception était habité par l'amour de son prochain. Les trois axes autour desquels sa vie s'est articulée étaient l'avancement du droit, la perfectibilité de la justice et les droits de la personne. Sa réussite dans ces domaines était incontestable. Et si, dans l'exercice de ses fonctions, il lui est arrivé de commettre des erreurs, le juge avait coutume de dire qu'elles étaient « le tribut que la nature humaine devait payer à l'action ».

Après la mort de son jeune frère, Jules Deschênes fut élevé, comme il le disait, « seul, entre un père accommodant et une mère attentive mais autoritaire ». En parlant de ses années d'enfance, il disait regretter qu'elles se soient déroulées « sans grandes démonstrations d'affection ». « Je suppose, disait-il, qu'elle provenait d'une timidité congénitale, dont mon père, autant que moi, souffrait. Jamais n'avons-nous connu cet élan spontané de tendresse qui s'exprime entre certains pères et fils. Pourquoi faut-il qu'un fils attende la disparition de son père pour constater la place que celui-ci occupait et le vide que laisse son départ ?

Les causes célèbres que le juge Deschênes eut à juger sont innombrables : les conditions de travail des enseignants (CEQ) ; la baie James ; la loi électorale du Québec ; la loi 32 ; le bilinguisme aérien ; la loi 101 — la langue de la législation et de la justice (Blakie) ; les indicateurs de police (Keable) ; la nationalisation de l'amiante (Asbestos) ; l'affichage des « traités » (Société Saint-Jean-Baptiste), etc.



Jules Deschênes

Juriste de grande réputation, il présida la Commission d'enquête sur les criminels de guerre au Canada et fut le premier Québécois à siéger au Tribunal d'appel pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Tout récemment encore, il avait quitté temporairement ses responsabilités de magistrat, nommé par le Conseil de sécurité des Nations unies, pour se porter farouchement à la défense de sa collègue, la juge Andrée Ruffo, dans l'épineux dossier concernant l'obligation de réserve des magistrats.

Ses ancêtres étaient cultivateurs, ses grands-pères étaient menuisier et teneur de livres, son père était notaire. Lui, est devenu juge en chef de la Cour supérieure du Québec.

Dans son bilan, en guise de testament, le juge a écrit ces mots qui décrivent l'homme qu'il était, mieux que quiconque ne saurait le faire :

Jules Deschênes était un bel homme — un homme complet. Un vrai. Avec au cœur des qualités rares comme patience, respect, compassion courage et justice.

« Quelle vie n'a-t-elle pas connue ? Et quelle carrière n'a-t-elle pas connue ? Elle a été orientée par le cœur ?

« Bien à plaindre est l'être humain qui n'a pas pris le temps d'aimer : bien plus pauvre encore, celui qui a concentré sur ses richesses sa puissance d'aimer. La foi et l'espérance sont des vertus de ce monde, a écrit l'apôtre, seule la charité est éternelle.

« J'ai connu ma petite part de cet éternel sentiment ; c'est sans doute lui qui m'a inspiré mes meilleurs gestes ; c'est hélas ! lui qui parfois m'a poussé à agir aux dépens de la raison. Que le lecteur me pardonne sur cette pointe de romantisme. Et n'y pourrais-je succomber encore ? (...) Je donne libre cours à l'espoir que je nourris de laisser le monde un peu meilleur que si je n'avais pas vécu. C'est un testament qui en vaut bien un autre ».

Plus/Le nouveau visage de l'emploi

« L'augmentation du nombre d'emplois manuels rattachés aux secteurs primaire, manufacturier et aux transports a dépassé celle des professions libérales et représente plus de la moitié de l'augmentation totale de l'emploi au Québec depuis 1996. »

— Selon des données d'Emploi-Québec (novembre 1999)



Bienvenue dans le Télémonde

ANNE QUIRION

collaboration spéciale,

Éditions Ma Carrière, IDclac Carrière et Formation

Où seront les emplois de demain ? Selon le Bureau of Labor Statistics des États-Unis, des 10 carrières qui connaîtront la croissance la plus rapide au cours des huit prochaines années, cinq touchent directement aux communications. On aura besoin d'ingénieurs informatiques, de gestionnaires de bases de données, d'analystes de système et d'infographistes, des professions où on prévoit une croissance supérieure à 75 % !

Au Québec et dans le monde, certains secteurs d'activité sont aussi en bonne voie de faire « boum », directement ou indirectement grâce aux technologies de l'information et de communication. Bienvenue dans le Télémonde !

Grâce à un ordinateur installé à bord d'un camion, il est maintenant possible de connaître à tout moment l'endroit où se trouve le véhicule, le kilométrage effectué, etc. Du coup, l'industrie du transport a besoin d'un logisticien capable d'optimiser la répartition des voyages d'après les données reçues.

À l'autre bout de la chaîne, tout individu ayant accès à Internet peut désormais commander des produits sur-le-champ. Ces deux réalités ont complètement transformé l'industrie du transport : ses activités sont maintenant axées sur le « juste-à-temps » et les aspects liés à la logistique y prennent une grande importance.

Le Bureau of Labor Statistics inclut les métiers du transport dans sa liste des 10 professions qui connaîtront la croissance la plus forte dans les prochaines années. Aux États-Unis, plusieurs commerçants offrent déjà à leur clientèle un service de livraison adapté aux modes de vie moderne.

Par exemple, le messager américain MS Carriers ne se contente plus de livrer la marchandise « en fin d'après-midi » ou « lundi », mais propose des rendez-vous à la minute près.

Selon la Direction de la formation professionnelle et technique du ministère québécois de l'Éducation, les besoins en logistique du transport amèneront la création de 600 à 700 emplois par année dans un avenir proche.

Selon des données d'Emploi-Québec (novembre 1999), « l'augmentation du nombre d'emplois manuels rattachés aux secteurs primaire, manufacturier et aux transports a dépassé celle des professions libérales et représente plus de la moitié de l'augmentation totale de l'emploi au Québec depuis 1996 ».

Avec le projet de Montréal International d'imposer l'industrie montréalaise du transport et de la logistique comme centre de distribution des produits européens en Amérique du Nord, le secteur du transport risque de prendre encore plus d'ampleur. Montréal International parraine un groupe de travail constitué du Port de Montréal, d'Aéroports de Montréal (ADM), d'Investissement Québec, Industrie Canada, la Société générale de financement, Métro Canada Logistique et Transport Robert Devenore.

Mais à cause de la concurrence féroce, le logisticien, capable de gérer et d'organiser le transport de marchandises partout dans le monde, reste la personne clé dans ce domaine. Cette profession devrait exploser dans les prochaines années et on parle déjà de pénurie selon Camo-route, le Comité sectoriel de main-d'œuvre du transport routier au Québec. On s'attend aussi à ce que le parc de véhicules augmente de 10 % dans les prochaines années.

Selon la Direction de la formation professionnelle et technique du ministère québécois de l'Éducation, les besoins en logistique du transport sont en forte croissance et amèneront la création de 600 à 700 emplois par année dans un proche avenir.

L'industrie cherche donc des mécaniciens, des camionneurs, des assembleurs de commande et, surtout, des spécialistes en logistique. Depuis 1996, le Québec offre un DEC en logistique de transport, notamment pour compenser le manque de main-d'œuvre dans ce secteur qui se ravitaillait depuis trop longtemps aux États-Unis et en Europe.

L'expérience touristique

La popularité croissante du tourisme ne semble pas vouloir s'arrêter. La population du globe continue d'augmenter et les habitudes de vie changent. Le Conseil mondial du tourisme prévoit que le niveau de l'emploi dans l'industrie augmentera de 46,4 % dans le monde au cours de la prochaine décennie. Des pays comme l'Inde, la Chine, le Mexique et le Brésil, qui, traditionnellement, accueillaient les touristes, deviennent à leur tour des consommateurs de tourisme.

Plus près de nous au Québec, les grands pôles touristiques comme Tremblant attirent une clientèle toujours plus importante, en quête d'une « expérience touristique ». L'hôtelier ne se contente plus d'offrir une chambre, il doit aussi proposer des activités à valeur ajoutée : un forfait-golf, un souper-croisière, un centre de santé, etc.

Aux États-Unis, le tourisme est le troisième secteur à générer du commerce électronique ; en France, c'est le premier !

De plus, l'explosion d'Internet offre à la petite auberge ou au bistro du coin une nouvelle visibilité. Des moteurs de recherche puissants permettent à l'internaute de comparer les prix de plusieurs lignes aériennes, hôtels et restaurants. Selon la chaire de tourisme de l'Université du Québec à Montréal, 20 % des réservations de chambres d'hôtel se font par Internet, et plus de 50 % de celles dans les *bed&breakfast* et les pourvoires.

Selon le Conseil canadien des ressources humaines en tourisme, l'industrie touristique emploie 1,3 million de personnes au Canada, ce qui représente 10 % de la main-d'œuvre cana-



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Yvon Groleau nous montre le petit ordinateur de bord qui permet au transporteur de suivre les marchandises à la trace.

dienne. De plus, on prévoit créer 400 000 emplois en tourisme au cours des cinq prochaines années. Pour Louis Jolin, professeur en études urbaines et touristiques à l'UQAM, la capacité de répondre aux besoins du client, d'offrir des services intégrés d'hébergement, de restauration et d'activités de qualité représente le principal défi que l'industrie du tourisme devra relever. Déjà, des compagnies ont adapté leurs services pour accueillir les touristes à mobilité réduite, une clientèle qui risque de prendre de l'ampleur avec le vieillissement de la population.

Du service s.v.p. !

Avec la popularité croissante du commerce électronique, il devient essentiel pour une compagnie ou une société de commerce électronique d'offrir les services d'un agent capable de gérer et traiter l'ensemble des difficultés éprouvées lors de l'installation et de l'utilisation de produits vendus dans Internet. Certaines sociétés sous-traitent le service à la clientèle dans des centres d'appels à l'étranger. D'autres, plus soucieuses de fidéliser leur clientèle, intègrent le service en leurs murs.

Selon une étude publiée par le Gartner Group, une société américaine regroupant 1200 analystes et consultants du monde des affaires et de la technologie, le secteur du service à la clientèle dans le Web connaîtra une croissance fulgurante, proportionnelle à celle du commerce électronique. Standard Life, Excel Communications et Téléglobe Vision Internationale rejoignent les IBM, American Express, Delta Airlines, Glaxo Wellcome, Hewlett Packard, Xerox et Softimage Avid sur la liste des entreprises qui ont installé leur centre d'appels dans la région de Montréal.

Selon les estimations du gouvernement du Québec, les centres d'appels emploient quelque 35 000 personnes, et on aurait besoin de 3500 nouveaux agents dans la seule région de Montréal. Pourquoi Montréal ? Parce que la ville possède un bassin important de personnes bilingues et même trilingues, un atout stratégique lorsqu'on veut étendre ses activités à l'international. Conscient de l'importance du commerce électronique et de son corollaire, le service à la clientèle, Investissement Québec a annoncé en septembre 1999 une subvention de 2,9 millions pour la création de 480 emplois dans de nouveaux centres d'appels.

Par ailleurs, les centres d'appels qui répondent aux problèmes reliés aux nouvelles technologies connaissent déjà certains bouleversements. Les agents peuvent désormais intervenir directement sur l'écran de l'utilisateur, en même temps qu'ils lui parlent et au moyen de la même ligne téléphonique. On les appelle les centres d'appels Web et ils remplaceront de plus en plus les centres d'appels conventionnels.

Les employés recherchés devront donc posséder de bonnes connaissances techniques, une bonne culture du Net, un sens de la communication et une patience à toute épreuve. La formation est très souvent prise en charge par l'entreprise et dure en moyenne six semaines. Elle propose des mises en situation où l'agent doit apprendre à subir de la pression tout en gardant le sourire. On peut également obtenir une attestation d'études collégiales (AEC) en formation d'agent dans certains cégeps de la province.

Immeuble télécommandé

L'École de technologie supérieure (ETS) dépense chaque année 1 \$ le pied carré pour se chauffer. Les autres universités dépensent quant à elles 1,70 \$ en moyenne. Pourquoi ? À l'ETS, un appareil central contrôle l'ensemble des systèmes de chauffage, de ventilation, de climatisation, d'accès et de surveillance vidéo. Tout ça grâce à l'immo-technologie, une technique qui consiste à relier et à automatiser des systèmes autrefois isolés, permettant ainsi de réaliser des économies substantielles.

Chez Johnson Control, une compagnie qui

installe des systèmes de sécurité et de contrôle du chauffage, notamment, on « immotise » de plus en plus d'édifices, des hôpitaux, des écoles et une centaine d'autres bâtiments appartenant à la Ville de Montréal.

Selon Jean-Luc Martineau, représentant commercial, une des conséquences de l'immo-technologie est de responsabiliser les gestionnaires d'immeuble. Par exemple, un directeur d'école qui voudrait contrôler de plus près le budget alloué au chauffage de son établissement pourrait le faire de chez lui grâce à Internet. Il lui suffirait de taper l'adresse Web de l'appareil central et de manipuler lui-même les boutons de commande.

Dans le secteur résidentiel (« domotique »), des appareils similaires sont apparus, telle la « centrale de température multipièces » qui procure la température et le taux d'humidité idéals selon les pièces : chambre de bébé, salle de séjour, etc. Idéalement, un tel système serait accessible à distance par Internet, par exemple pour un individu qui souhaiterait profiter d'une chaleur ambiante confortable à son arrivée au chalet.

Le marché mondial de la domotique, au sens large, est estimé à 12,5 milliards de dollars US pour l'année 2000. Popularisée dans une première phase pour la gestion de la sécurité, de l'éclairage et du chauffage, la domotique, dans sa deuxième phase, touchera l'audiovisuel interactif et les loisirs électroniques. Par exemple, grâce au Vidéo Sender, on peut acheminer les images d'un téléviseur, d'un magnétoscope ou d'un lecteur de DVD vers un deuxième téléviseur installé dans une autre pièce. Le même principe peut servir à l'écoute musicale ou à consulter l'agenda familial sur n'importe quel écran. La maison devient un lieu où les objets communiquent entre eux, et l'homme avec les objets.

IBM, Lucent Technologies et Intel se sont récemment regroupés pour proposer une norme standard permettant de câbler une maison neuve pour de 750 à 2000 dollars US. IBM prévoit que 45 % des maisons neuves pourraient être domotisées par câble d'ici 2004. De plus, l'arrivée de Sun, Cisco, Motorola et Microsoft dans le marché de la domotique fera monter un peu plus les enchères. Une prévision qui fait miroiter de nombreux emplois ! Car pour rendre une maison intelligente, il faut des installateurs et des câbleurs, des ingénieurs pour créer des protocoles, des langages de communication, des microprocesseurs évolués, des interfaces, des routeurs, des réseaux et des infrastructures !

Pour en savoir plus

Bureau of Labor Statistics

stats.bls.gov/

Le site du Bureau of Labor Statistics, dont les projections (qui vont jusqu'en 2008) sont souvent prémonitrées...

Gartner — Insight for the Connected World
gartner12.gartnerweb.com/public/static/home/home.html

Ce site est un véritable centre de veille sur l'évolution des technologies de l'information et de la communication.

Home Automation Association

www.homeautomation.org

Tout, tout, tout sur la maison branchée !

Personal Robot R100

www.incx.nec.co.jp/robot/

Ce site informe des développements concernant la réalisation d'un robot domestique télécommandé par Internet.

The World Travel & Tourism Council

www.wttc.org/

Cet organisme qui regroupe des représentants de l'industrie touristique mondiale a des ramifications sur plusieurs continents. Il estime que son secteur d'activité a le potentiel de générer plus de 100 millions de nouveaux emplois dans le monde au cours de la prochaine décennie.

Plus/Le nouveau visage de l'emploi

« De plus en plus, le manque de ressources humaines risque de freiner le développement de l'industrie. Au Canada, en ce moment, environ 2000 postes ne sont pas comblés. »

— Paul Watson, associé aux communications, Conseil des ressources humaines en biotechnologie

La biorévolution arrive

STÉPHANIE FILION
collaboration spéciale,
Éditions Ma Carrière, IDclac Carrière et Formation

Le Québec est l'un des leaders mondiaux en matière de biotechnologies, un secteur encore jeune, mais dont l'avenir semble assuré. Son champ d'études s'élargit de jour en jour et ses applications soulèvent des questionnements majeurs dont on n'a vu que la pointe de l'iceberg. La controverse éthique s'annonce passionnée et difficile. Les biotechnologies sont déjà le moteur de toute une industrie qui progresse à une vitesse phénoménale. Au Québec, cette biorévolution amène aussi son lot de questions et... d'emplois.

Du yogourt qui stimule le système immunitaire aux bactéries capables de décontaminer des lieux pollués, les biotechnologistes domestiquent actuellement le monde vivant pour mieux tirer parti de ses ressources. Les biotechnologies ont déjà transformé les industries de la santé, de l'alimentation et de l'environnement et s'emparent de plusieurs autres secteurs, dont les ressources naturelles et les cosmétiques. Au-delà de la biopharmaceutique, qui réunit environ les deux tiers de toute l'activité en biotechnologie, le champ exploratoire est vaste et l'exploration commence à peine.

Le Québec se positionne admirablement sur le marché mondial des biotechnologies. Il a pris le leadership au Canada dès 1995 et l'a conservé depuis. « À l'heure actuelle, l'industrie québécoise occupe le sixième rang en Amérique et abrite 200 entreprises, tous secteurs confondus, dont 60 % évoluent en santé et environ 25 % en agroalimentaire. Les autres activités sont reliées à l'environnement, la foresterie, l'aquaculture et les bioprocédés », explique Perry Niro, directeur général de l'Association québécoise des bio-industries. Cette jeune industrie emploie environ 3000 personnes, dont le quart occupent des postes de chercheurs.

Mais au-delà de tous ces chiffres, la croissance des biotechnologies est indissociable tant des travaux de recherche et développement que de la commercialisation des produits. La disponibilité d'une main-d'oeuvre compétente s'avère donc un enjeu de taille. « De plus en plus, le manque de ressources humaines risque de freiner le développement de l'industrie. Au Canada, en ce moment, environ 2000 postes ne sont pas comblés », indique Paul Watson, associé aux communications du Conseil des ressources humaines en biotechnologie. Il souligne l'importance des détenteurs de maîtrise et de doctorat.

Mais pour passer du banc d'essais au marché proprement dit, les techniciens et titulaires d'un baccalauréat en science et en management représentent des acteurs tout aussi essentiels. Au fur et à mesure que les recherches atteignent le stade de la production, tout le processus d'ingénierie industrielle et de commercialisation prendra de l'importance.

Énergie verte

« Du lait qui stimule le système nerveux. Une capsule qui active le processus de digestion ou réduit le cholestérol sanguin. La pharmacie qui se déplace dans le réfrigérateur n'est plus qu'une idée farfelue. À la fois aliments et médicaments, des aliments dits fonctionnels ou nutraceutiques réputés pour leur action préventive et même curative, arrivent tranquillement dans les assiettes. »

« Ces aliments représentent un des secteurs prometteurs des biotechnologies, annonce d'entrée de jeu Paul Paquin, directeur scientifique à l'Institut de recherche sur les aliments fonctionnels et les nutraceutiques. Une législation qui interdit de mentionner les allégations thérapeutiques sur les produits limite actuellement leur développement, mais celle-ci devrait être levée d'ici la fin de l'année. »

À cause de la population vieillissante et de la popularité grandissante des produits naturels, c'est tout le secteur de la bio-santé qui apparaît en émergence.

Ce scientifique s'attend donc à voir déferler une vague de nutraceutiques. Et les prévisions appuient ses dires. À l'échelle mondiale, les ventes devraient atteindre 500 milliards de dollars américains en 2010 ! Comme ce fut le cas dans le biopharmaceutique, la rapide croissance des nutraceutiques risque de causer une pénurie de main-d'oeuvre. « Si la croissance maintient ce rythme, nous aurons effectivement un problème. Des personnes qualifiées, allant des techniciens aux diplômés des différents cycles universitaires, seront nécessaires. »

En parallèle à cette industrie se développe ce qui est maintenant appelé la cosméceutique, soit un procédé semblable à celui utilisé pour les nutraceutiques et qui se résume à l'application d'ingrédients bio-actifs dans les cosmétiques.

« Nous connaissons déjà d'excellents succès commerciaux avec Esthée Lauder, notre principal partenaire, et nous sommes en train de répéter l'expérience avec d'autres multinationales », indique Alain Lavoie, directeur du développement chez Atrium Biotechnologies, une des seules entreprises spécialisées dans ce secteur au Québec. Quoique coûteux pour le consommateur, ce type de produits s'avère en pleine croissance.

À cause de la population vieillissante et de la popularité grandissante des produits naturels, c'est tout le secteur de la bio-santé qui apparaît en émergence, selon Jean-Maurice Plourde, PDG du Centre québécois de valorisation des biotechnologies. « Cela inclut notamment tout le bioalimentaire et les bio-soins », dit-il.

Les biotechnologies se révèlent également de plus en plus des outils de prédilection pour gérer notre environnement selon les principes du développement durable. Dans ce secteur, elles se sont d'abord imposées de manière industrielle dans le traitement des eaux usées. Puis, la

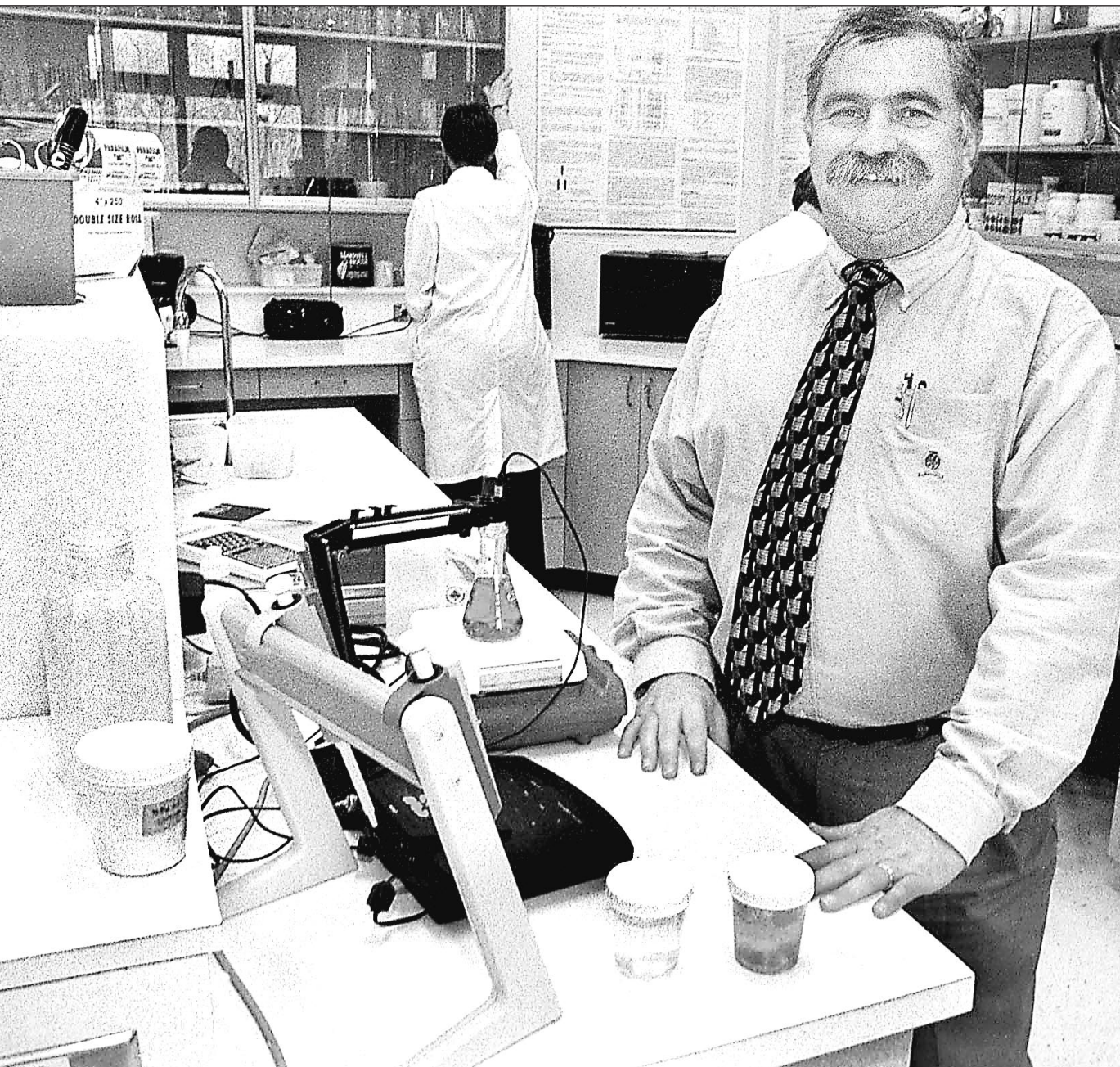


PHOTO DIDIER DUBUSSCHÈRE, collaboration spéciale

Paul Paquin est directeur scientifique à l'Institut de recherche sur les aliments fonctionnels et les nutraceutiques. « Ces aliments représentent, dit-il, un des secteurs prometteurs des biotechnologies. »

réhabilitation des sols, devenue une priorité au Québec avec la mise en place d'une réglementation très sévère, a commencé à appliquer les principes biotechnologiques.

Dans la décennie à venir, elles seront également mises à contribution pour mieux gérer les lieux d'enfouissement des déchets domestiques. Mais ces avenues s'avèrent limitées, selon Jean-Maurice Plourde. « Le traitement des matières polluées est un secteur en décroissance parce que son moteur principal est la réglementation. Et pas de nouvelles lois, pas de nouveaux projets. »

Selon lui, l'avenir se trouve plutôt dans un domaine qu'il appelle le « bio-développement », soit l'utilisation de procédés industriels respectueux de l'environnement. Il s'agit donc de remplacer des procédés chimiques par d'autres biologiques. Le meilleur exemple de cette application se trouve dans l'industrie des pâtes et papier qui utilise énormément de biotechnologies, entre autres pour blanchir la fibre et traiter la cellulose. Ce secteur fait également référence à la chimie verte, aux bio-produits, à la bioénergie, etc. « Cela implique une reconfiguration majeure du secteur industriel, qui devrait se faire peu à peu », précise Jean-Maurice Plourde.

Sciences de la nature

La gestion des ressources naturelles tire elle aussi profit des atouts des biotechnologies. Ainsi, dans le secteur forestier, les chercheurs utilisent les techniques de biologie moléculaire et génétique, principalement dans le domaine de la santé.

« Le grand défi est d'accroître la proportion de fibres utilisables, donc d'améliorer la croissance et la rusticité des arbres, sans perturber la bio-diversité, explique André Duchesne, PDG de l'Association des industries forestières du Québec. Certains rêvent d'arbres forestiers et sans écorce, mais nous ne sommes pas encore rendus là ! »

Toutes jeunes encore, les biotechnologies marines commencent aussi à révéler un potentiel très prometteur. Une de leurs premières applications en sol québécois a été développée à Rivière-aux-Renards, en Gaspésie. Une équipe de recherche du groupe Marinard a produit l'an dernier 30 tonnes de chitosane, une substance développée à partir de la chitine, qui fait elle-même partie de la carapace de la crevette.

« Nous avons valorisé la crevette en produisant, à partir de ses débris, une nouvelle substance utilisée par la suite dans le traitement des eaux, les cosmétiques et la biopharmaceutique », explique le titulaire de l'équipe de recherche, Clermont Beaulieu. Ce précurseur au Québec prédit une longue vie aux biotechnologies marines. « Le secteur des pêches sera obligé d'en tirer profit pour valoriser ses produits puisque la ressource est limitée. »

Du côté des mines, même si l'époque où l'on rêvait de produire des métaux en utilisant des bactéries pour transformer le minerai est révolue, des innovations intéressantes commencent à poindre, comme la biolixiviation qui permet de réduire la quantité d'effluents polluants rejetés.

La richesse et la diversité du monde vivant laissent pressager une multitude d'autres applications pour les biotechnologies, même si leur extrême complexité ainsi que les énormes en-

jeux éthiques et sociaux qu'elles soulèvent freinent leur développement. La génomique, soit la mise en évidence des gènes influençant une maladie, et la bio-informatique, une discipline qui fait appel à l'ordinateur pour gérer et analyser les données qui s'accumulent sur le génome et la structure de l'ADN, s'implanteront également dans les années à venir. Et les pénuries de main-d'oeuvre qualifiée toucheront davantage ces nouveaux domaines puisqu'ils exigent des compétences spécialisées qui font appel à une formation multidisciplinaire associant plusieurs spécialités scientifiques.

Cinquante ans après la découverte de la structure générale de l'ADN, la molécule qui compose les gènes, la science n'a donc pas cessé de percer les secrets des cellules. Et les biotechnologies suscitent encore d'énormes espoirs. Elles apparaissent vraisemblablement comme les germes d'une nouvelle prospérité industrielle et comme la solution pour lutter contre les grands problèmes de l'humanité : la malnutrition, la maladie et la pollution. En fait, les gènes représentent peut-être l'« or vert » du XXI^e siècle...

Pour en savoir plus

Association québécoise des bio-industries
www.aqb.qc.ca/
Cette association se consacre au soutien et à la mise en valeur des entreprises québécoises de la biotechnologie.

Bio Online
www.bio.com/os/start/home.html
Un site très complet, qui touche tant les préoccupations de l'industrie que les possibilités de carrière dans le domaine.

Centre québécois d'innovation en biotechnologie
Liens :
www.cqib.org/liens.htm
Répertoire de liens à des sites sur les biotechnologies, ici et dans le monde.

Conseil des ressources humaines en biotechnologies
www.bhrc.ca/
Le Conseil a pour mission d'établir une stratégie globale de ressources humaines dans le monde de la biotechnologie canadienne.

InfoBiotech Canada
www.nrc.ca/ibc/home.html
« InfoBiotech Canada (IBC) est une coentreprise des secteurs gouvernementaux, privés et universitaires qui vise à offrir un accès de haute qualité à l'information sur la biotechnologie au Canada et à l'étranger. »

Ministère de l'Industrie et du Commerce
Les Biotechnologies
www.infostat.gouv.qc.ca/iq/section5/5_3.htm
Un portrait de l'industrie de la biotechnologie québécoise.

Québec Science — Grand dossier sur les biotechnologies
www.cybersciences.com/cyber/1.0/1_0.asp
Des origines scientifiques aux principaux axes de développement commercial, ce dossier fait un tour de tous les grands volets de l'avènement des biotechnologies.

Plus/Le nouveau visage de l'emploi

« Il y a cinq ans, Laval comptait 28 entreprises en biotechnologie. Elles sont aujourd'hui près de 70. »

— Pierre Bélanger, directeur général, Laval Technopôle

Le Québec « in » !

Technopoles et industries névralgiques

SYLVIE LEMIEUX

collaboration spéciale,
Éditions Ma Carrière, IDclic Carrière et Formation

Les Québécois savent-ils ce qui se passent dans leur cour ? Aux quatre coins de la province se brassent pourtant les innovations qui mettent le Québec sur la carte du futur. Les cités de l'optique ou du multimédia, les technopoles agroalimentaire ou biotechnologique sont devenues des fourmilières d'emplois articulées autour d'industries névralgiques en plein développement. De Saint-Hyacinthe à Laval, en passant par Québec et Saint-Laurent, voici un survol de ces concentrations d'entreprises hautement spécialisées.

La région métropolitaine connaît une forte croissance des emplois dans les industries de haut niveau de savoir comme l'aéronautique, la pharmaceutique, les biotechnologies, l'informatique, les technologies de l'information et les télécommunications.

Plusieurs entreprises travaillant dans ces domaines sont installées à Saint-Laurent et à Laval. Selon Pierre Bélanger, directeur général de Laval Technopôle, les secteurs liés au monde des biotechnologies et des technologies de l'information sont particulièrement en émergence. « Il y a cinq ans, Laval comptait 28 entreprises en biotechnologie. Elles sont aujourd'hui près de 70. Durant cette période, nous avons plus que doublé le nombre des emplois, qui atteignent 2300. D'ici trois ans, il devrait y avoir deux fois plus de travailleurs dans ce domaine. »

Cette croissance serait due en grande partie à la synergie qui s'est créée entre les deux secteurs. On parle de plus en plus de bio-informatique, nouveau domaine qui permet de traiter une plus grande quantité de données génétiques au moyen de l'ordinateur et accélère ainsi les processus de recherche. C'est le cas en génomique, par exemple, où l'on identifie le ou les gènes responsables d'une maladie et où on met au point des tests précis pour le dépistage et la mise au point de médicaments. Selon M. Bélanger, pour combler leurs besoins en main-d'œuvre, les entreprises ont besoin à la fois de chercheurs et de techniciens en génie, en chimie et en biologie, entre autres.

Autre fleuron métropolitain, la Cité du multimédia devait accueillir à Montréal environ 10 000 travailleurs en 10 ans, selon les prévisions initiales. Ce quartier où sont en train de se regrouper les principaux acteurs d'une industrie florissante enregistre, dans son ensemble, un taux de croissance annuel de l'ordre de 20 %. Plus de 15 mois après sa création, environ 7500 emplois auraient été créés ou sont en voie de l'être. Bien que ces chiffres ne fassent pas l'unanimité — ces emplois sont-ils tous directement liés à l'industrie du multimédia ? —, l'effervescence du secteur ne soulève pas de doutes.

Chez le créateur de jeux Ubi-Soft, on s'attend à embaucher une centaine de personnes d'ici les trois prochaines années, notamment pour les départements d'animation, des tests et de l'informatique. Cette prévision se veut toutefois conservatrice, selon Chantal Cloutier, chargée de relations publiques pour l'entreprise. « C'est un domaine où il est difficile de prévoir à long terme. Au moment de notre implantation à Montréal, nous pensions créer 400 emplois en 10 ans. Nous avons atteint ce chiffre après seulement deux ans et demi d'existence. »

L'optique-photonique

Dans la région de Québec, plusieurs secteurs sont en développement, notamment l'environnement, la foresterie, les technologies de l'information et le biomédical. Mais surtout, la Vieille Capitale s'approprie à accueillir la future Cité de l'optique où l'on prévoit créer plus de 5000 emplois pour 2005. Québec veut se positionner sur l'échiquier mondial de ce secteur industriel qui connaît un développement exponentiel depuis quelques années. Avec un taux de 20 % en 1999 dans la région, selon la Société Innovatech Québec-Chaudière-Appalaches, l'industrie de l'optique-photonique affiche une croissance particu-

lièrement rapide.

« Nous sommes obligés d'aller faire du recrutement en Europe, au Japon et aux États-Unis, affirme Jean-Guy Paquet, président-directeur général de l'Institut national d'optique (INO), le plus important centre de recherche et développement dans le domaine au Canada. Par ailleurs, l'industrie connaît un taux de roulement de personnel important de 15 % environ. Nous perdons des travailleurs au profit des autres provinces et des États-Unis, notamment. »

La région de Québec compte présentement plus de 1200 employés qui travaillent au sein d'une quinzaine d'entreprises du domaine de l'optique-photonique. Elles affichent un chiffre d'affaires global de quelque 150 millions de dollars, soit à peine 0,05 % du marché mondial évalué à 250 milliards, selon M. Paquet.

Environ 90 % des applications de l'optique-photonique sont dans le domaine des télécommunications. « C'est le moteur de l'industrie, soutient Marcel Denis, du Centre d'optique-photonique et laser de l'Université Laval. Pour Internet, par exemple, on cherche à obtenir des systèmes de plus en plus performants à haut débit de transfert pour limiter le temps d'attente. Aujourd'hui, l'électronique a presque atteint sa capacité limite, et c'est l'optique qui donne l'espoir d'aller plus vite. »

Au quotidien, l'optique-photonique est à la base du fonctionnement de quantités d'objets utilitaires, comme la télécommande du téléviseur ou le lecteur optique à la caisse des magasins. Cette discipline sert aussi à la mise au point d'appareils plus sophistiqués pour la transmission électronique d'images en télémédecine ou de systèmes de vision 3D pour l'inspection de chaussées, entre autres.

Selon M. Denis, au lieu de parler d'expansion de cette industrie, il faudrait plutôt utiliser le terme « explosion », qui donne une idée plus juste des progrès de ce secteur au Québec. La croissance est tellement rapide que les entreprises et les centres de recherche embauchent à pleines portes. Ce n'est toutefois pas suffisant pour satisfaire les besoins. « Certains employeurs seraient prêts à tripler leur personnel s'ils trouvaient la main-d'œuvre qualifiée. Cette pénurie freine leur développement », ajoute M. Denis.

Ainsi, de nombreux postes en recherche sont à combler pour les diplômés en physique, en génie physique et en génie électrique, trois chemins qui ouvrent la voie à des études supérieures en optique. L'industrie a aussi besoin de techniciens en génie physique.

« L'optique-photonique est un des créneaux sur lequel nous allons mettre l'accent en faisant de la prospection d'entreprises », précise Carole Voyzelle, directrice générale du Parc technologique du Québec où se trouve notamment l'INO.

L'agro-alimentaire

Saint-Hyacinthe est reconnu comme la technopole québécoise de l'agroalimentaire depuis 1993. Première région du Canada à recevoir ce titre, on y trouve plus de 120 entreprises des domaines de la production agricole, de la transformation des aliments, de la fabrication d'équipements et de la distribution. Sans compter quelque 200 chercheurs de réputation mondiale, des centres de recherche et des institutions scolaires de niveaux collégial et universitaire.

Saint-Hyacinthe développe également les services reliés à l'agriculture, ce qui inclut la vente et l'exportation d'embryons de bovins laitiers. Au Centre d'insémination artificielle du Québec, on exporte le sperme des taureaux québécois dans plus de 40 pays !

L'industrie agroalimentaire québécoise connaît un développement de ses activités notamment à cause du volume des exportations, qui s'est accru de 8 % entre 1994 et 1998, selon les données recueillies dans la brochure *Québec bioalimentaire en un coup d'oeil*, produite par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). En 1998, on estimait que plus d'un emploi sur neuf était généré par l'industrie bioalimentaire, qui emploie plus de 400 000 personnes.

Selon Roger Martin, de la Direction du déve-



Katia Bergeron, une technicienne en laboratoire chez Norscience, à Laval.

loppement de la main-d'œuvre du bio-alimentaire au ministère de MAPAQ, il y aura des besoins assez importants de gestionnaires et d'exploitants d'entreprises agricoles au cours des prochaines années. « Sur plus de 31 000 entreprises recensées en 1997, il y en avait 13 330 dont le principal exploitant était âgé de plus de 50 ans. On peut donc anticiper des besoins importants de relève puisqu'il n'y a jamais plus de 125 finissants par année en gestion et exploitation d'entreprises agricoles. Nous assisterons sûrement alors à un phénomène de consolidation des entreprises. »

Il y aura aussi des débouchés intéressants du côté de l'horticulture légumière et fruitière, selon lui. « À cause notamment du développement des marchés extérieurs et aussi en raison des changements dans les habitudes de consommation de la population. De plus en plus, elle recherche des produits santé. » Cela exige donc la mise au point de nouveaux procédés de culture et de conservation qui répondent aux critères des consommateurs. Cette recherche d'innovation se traduit aussi du côté de la transformation alimentaire, dont les deux tiers des activités se situent dans la région de Montréal, incluant la technopole de Saint-Hyacinthe.

Dans ce contexte, la biotechnologie liée à l'agriculture explose, à un rythme de 45 % par année selon certaines estimations. On s'en sert notamment pour identifier de nouvelles bactéries entrant dans la composition d'un fromage, par exemple. Les aliments neutraceutiques, mis au point et utilisés pour leur valeur médicinale, sont aussi dans la ligne de mire biotechnologique, ainsi que les nouveaux emballages assurant une meilleure conservation.

« De plus en plus, on donne de la valeur ajoutée aux produits alimentaires, précise M. Martin. On a donc besoin de technologues en transformation, d'ingénieurs en alimentation et aussi de personnel non spécialisé dans les entreprises de transformation. »

Pour en savoir plus

Centre d'optique, photonique et laser
Université Laval
www.irda.qc.ca

Ce centre, reconnu au Canada et dans le monde, veut établir un leadership dans le développement de ces trois champs d'activités. On y trouve des activités de recherche fondamentale et de recherche d'applications plus proches de l'industrie. En tant que Centre de recherche universitaire, sa mission est d'abord la formation de personnel hautement qualifié dans l'ensemble des domaines liés à l'optique.

Infomètre
www.infometre.cefrio.qc.ca/
Une vraie mine d'or ! Ce site sert de véritable bureau de surveillance en ce qui concerne la pénétration des technologies de l'information au Québec, principalement : données statistiques, enquêtes, sondages, revue de presse et bulletin électronique.

Institut agroalimentaire de Saint-Hyacinthe
www.ita.qc.ca
L'Institut forme des professionnels dans différents secteurs de l'agroalimentaire au Québec, principalement au niveau collégial.

Institut de recherche et de développement en agroenvironnement
www.irda.qc.ca
Cet institut, dont le siège social est à Saint-Hyacinthe, a pour mission le développement de différentes activités de type agroenvironnemental un peu partout au Québec. Un exemple ?
Le Réseau-pommier :
(<http://www.agr.gouv.qc.ca/dgpar/pommiers>), consacré au développement et à la protection des pommiers et des vergers du Québec.

Institut national d'optique (INO)
www.ino.qc.ca
L'INO se spécialise dans la recherche et le développement en optique et photonique, dans une perspective visant à « promouvoir l'essor économique du pays en appuyant les entreprises dans leurs efforts de compétitivité ».



PHOTOS ROBERT MAILLOUX, La Presse

Pierre Bélanger, directeur général de Laval Technopôle.

Plus/Le nouveau visage de l'emploi

« Nous devons composer avec de vieilles images tenaces d'usines bruyantes et poussiéreuses, alors que la technologie a aidé l'industrie à procurer un environnement plus sain aux travailleurs. Il nous faut donc redorer notre image »

— Jacinthe Smith, agente de promotion des carrières en textiles, cégep de Saint-Hyacinthe

Le retour des « mous » Meuble, textile, vêtement...

SYLVIE LEMIEUX
collaboration spéciale,
Éditions Ma Carrière, IDclac Carrière et Formation

Ameublement écologique, fibres « intelligentes », tissus « high tech »... Depuis quelques années, le Québec assiste au retour en force des secteurs « mous » comme les industries du meuble, du textile et du vêtement. Les filatures et autres usines vêtues font place aujourd'hui à des entreprises aux méthodes de production efficaces qui utilisent des équipements à la fine pointe de la technologie. Elles roulent à plein régime et ont un urgent besoin de personnel qualifié et motivé.

« L'informatisation et la robotisation ont contribué en bonne partie à l'amélioration de la productivité de nos usines, ce qui nous a permis de transformer complètement l'industrie et de la sortir du marasme dans lequel elle était plongée au début des années quatre-vingt-dix à cause de la récession », explique Jean-François Michaud, vice-président à la direction de l'Association des fabricants de meubles du Québec.

En moins de 10 ans, on a assisté à un revirement spectaculaire dans l'industrie du meuble au Québec. De tous les secteurs industriels, c'est celui qui a enregistré la plus forte hausse avec un taux de croissance de près de 22 %, selon les dernières données du ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC). La création d'emplois est à la hausse. Selon les données les plus récentes, on dénombrait 30 400 emplois en 1998, soit environ 8000 de plus qu'en 1996. Cela représente une croissance de 35,7 %. L'Accord de libre-échange et la faiblesse du dollar canadien aidant, les exportations ont quintuplé pour atteindre près d'un milliard en 1998.

« L'informatisation a eu une incidence sur la variété des produits fabriqués, ce qui nous permet de desservir des marchés diversifiés », renchérit Christian Galarneau, coordonnateur du Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine.

Même son de cloche du côté de l'industrie du textile. « Les entreprises québécoises en textile ont investi pas moins d'un milliard de dollars en technologie de pointe au cours des dernières années, comparativement à 2,9 milliards dans l'ensemble du Canada », explique Jacinthe Smith, agente de promotion des carrières en textiles au cégep de Saint-Hyacinthe.

Après une forte décroissance au début des années quatre-vingt-dix, le secteur affiche une solide reprise. En 1999, le Québec comptait 450 entreprises qui employaient 30 000 personnes. Au Canada, ce secteur fournit de l'emploi à 56 000 travailleurs au sein de 1000 entreprises, comparativement à 54 000 en 1994. À l'instar du secteur du meuble, les nouveaux équipements ont notamment permis de diversifier la production et ainsi augmenter le chiffre des ventes, indique Roger Normandin, président du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du textile du Québec. Cela a aussi contribué à multiplier les exportations, principalement vers les États-Unis.

Le secteur du vêtement s'est lui aussi modernisé, ce qui a largement contribué à son essor. Fin 1999, on comptait 76 500 emplois, soit 1000 de plus que l'année précédente, alors qu'en 1993 quelque 65 000 personnes travaillaient dans cette industrie. Selon les données fournies par le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'habillement, la croissance est particulièrement remarquable au chapitre des exportations, qui ont connu une hausse phénoménale de 350 % entre 1992 et 1998 pour atteindre 1,3 milliard.

Certaines étapes de fabrication comme la coupe, le traçage de patron et le repassage profitent particulièrement de l'apport technologique. D'autres se prêtent moins à la robotisation. « L'assemblage des vêtements est encore fait par les opératrices de machine à coudre, explique Sylvie Laverdière, agente de promotion des carrières au Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'habillement. C'est une étape qui n'est pas tellement automatisée, et l'on ne voit pas comment elle pourrait l'être à cause des changements fréquents de modèles et de tissus. »

Les compétences accrues

L'entrée de la technologie dans les entreprises a modifié le travail de façon marquée dans ces différentes industries. Les travailleurs déjà en place ont dû faire l'apprentissage de nouveaux procédés de fabrication et apprendre à faire fonctionner différents types de machines qui ont éliminé les tâches routinières. Ainsi, on exige des travailleurs qu'ils démontrent des connaissances plus poussées en informatique et en électronique.

Les employeurs recherchent également une main-d'œuvre qui possède une solide formation de base. « Nous exigeons de plus grandes aptitudes en écriture et en mathématiques, qui sont nécessaires à la compréhension des manuels d'instruction des machines et à la lecture des plans, par exemple, affirme Jean-François Michaud. Dans l'ensemble, nous sommes plus exigeants envers la main-d'œuvre parce que nos normes de qualité sont plus élevées. »

« Nous avons élevé nos prérequis pour l'embauche des nouveaux employés, confirme Roger Normandin, qui est aussi président de Consoltech, entreprise du domaine du textile située à Montréal. Nous demandons maintenant que les gens aient au moins entrepris, sinon terminés, des études collégiales, et nous complétons leur formation en entreprise. »

Au chapitre des compétences, on recherche également des employés qui savent faire preuve d'une plus grande autonomie. « Les employeurs

demandent aux opératrices de machine à coudre de se responsabiliser davantage, explique Sylvie Laverdière. Elles doivent être capables d'identifier ce qui va moins bien sur les machines et de faire les modifications requises. »

Selon Jacques Frappier, président de Technofil, entreprise située à Laurierville, on exige aussi des employés une plus grande dextérité, mais pas seulement en raison des nouvelles techniques de production. « Aujourd'hui, nous avons mis au point des tissus plus légers, plus extensibles. Cela demande une dextérité supérieure pour les manipuler », explique celui qui est aussi président de l'Association des entrepreneurs en couture du Québec.

Ces industries offrent de belles perspectives de carrière pour qui accepte d'acquérir de nouvelles connaissances. Ainsi, il n'est pas rare que des opératrices de machine à coudre accèdent à un poste de superviseur. Selon Christian Galarneau, une personne motivée et compétente peut gravir rapidement les échelons. « Avec seulement un diplôme d'études collégiales (DEC) en poche, des techniciens de production dans le domaine du meuble peuvent occuper un poste de direction comme responsable de la qualité et même devenir directeur d'usine. »

Malgré ces avantages indéniables, les trois secteurs souffrent d'un problème d'image qui rend le recrutement de la main-d'œuvre difficile. Les jeunes ne sont pas assez nombreux à emprunter le chemin de l'école dans les programmes reliés à ces domaines. Une question de perception. « Nous devons composer avec de vieilles images tenaces d'usines bruyantes et poussiéreuses, explique Jacinthe Smith, alors que la technologie a aidé l'industrie à procurer un environnement plus sain aux travailleurs. Il nous faut donc redorer notre image. »

Ce n'est qu'un début

Si l'on en croit les personnes concernées, l'utilisation de la technologie va continuer de se généraliser dans les entreprises. « De plus en plus d'emplois vont être touchés par les changements technologiques avec l'utilisation de machines toujours plus complexes qui vont nécessiter des connaissances informatiques plus larges. Cela va être la concrétisation des tendances observées au cours des dernières années », affirme Jean-François Michaud.

Pour Christian Galarneau, même si le parc de machines automatisées augmente sans cesse, l'évolution technologique a atteint un certain plateau. « Ce qui s'en vient, c'est que nous aurons des outils plus performants quant à la rapidité. Il y aura moins d'étapes de fabrication. » Selon lui, pour demeurer compétitive, l'industrie du meuble doit donner une valeur ajoutée aux produits tout en atteignant un très haut degré de productivité de manière à contrer la concurrence des pays où la main-d'œuvre coûte moins cher.

Ainsi, le développement de produits adaptés à des clientèles spécifiques s'intensifie. Le vieillissement de la population amène les fabricants à dessiner des meubles ergonomiques, par exemple des fauteuils qui permettent de se lever sans difficulté — un produit conçu il y a quelques années et appelé à se perfectionner. Une nouvelle tendance du marché va aussi vers les meubles dits « écologiques », fabriqués à partir de matériaux recyclés (bois, tissu, etc.). Des recherches sont également menées pour trouver des matériaux exempts de matières polluantes comme le formaldéhyde, que l'on trouve notamment dans la fabrication de meubles de bureau.

« L'industrie textile va continuer d'investir dans la technologie de pointe pour faire face à la mondialisation et à la globalisation des marchés. Pour nous démarquer, il faudra développer des produits innovateurs, c'est-à-dire créer de nouveaux mélanges de fibres, de nouvelles textures. On parle de plus en plus de fibres « intelligentes », c'est-à-dire que l'on donne, par exemple, des propriétés antibactériennes au tissu lors de sa fabrication. L'objectif sera d'aller chercher des créneaux particuliers plutôt que de viser la production de masse », explique Jacinthe Smith. Elle précise que l'industrie aura alors un grand besoin de cerveaux pour travailler à la mise au point de nouveaux produits en laboratoire.

« Il faut continuer de pousser dans ce sens, renchérit Roger Normandin. Le consommateur est de plus en plus difficile en matière de qualité et la compétition est forte dans notre domaine. Il nous faut donc continuer d'équiper les entreprises de machines informatisées et robotisées qui vont procurer une qualité constante aux produits. Et il faut augmenter encore plus notre productivité. Par rapport aux États-Unis, nous perdons du terrain sur ce plan-là, ce qui est extrêmement négatif. Nous aurons donc davantage



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Pour Christian Galarneau, l'information a eu une incidence sur la variété des produits fabriqués.

besoin de travailleurs familiers avec la robotique et l'informatique. »

Difficile toutefois de chiffrer les besoins en main-d'œuvre. Si on hésite à quantifier la création d'emplois, on s'entend pour dire que le développement technologique contribue à les stabiliser en permettant aux entreprises de devenir plus performantes et concurrentielles. Par ailleurs, la main-d'œuvre actuelle est vieillissante, ce qui aura pour effet d'ouvrir des portes aux plus jeunes. « D'ici les 10 prochaines années, un nombre important de travailleurs vont prendre leur retraite, constate Jacinthe Smith. Nous allons donc avoir besoin d'une relève. »

Pour en savoir plus

Association des fabricants de meubles du Québec
www.qfma.com/fr/associat/index.html
Cette association, qui fait la promotion de l'industrie québécoise du meuble, regroupe près de 200 manufacturiers de meubles et de composants de meubles. Le site contient un portrait de l'industrie, une présentation des tendances de l'heure en ameublement, une liste de fabricants et de fournisseurs de matériaux, ainsi qu'un petit lexique très utile pour qui veut maîtriser les termes spécifiques à cette industrie.

FDM online (A)
www.fdmmag.com/fdmhome.htm
Magazine américain offrant de l'information sur les produits, les technologies, la recherche et les tendances dans le domaine du meuble et du bois ouvré.

Fédération canadienne du vêtement
<http://www.vetement.ca/home.html>
La Fédération canadienne du vêtement maintient un site très complet qui offre des renseignements sur l'industrie canadienne du vêtement, la formation, les normes du travail, les réglementations canadienne et américaine, l'importation et l'exportation.

L'industrie canadienne du textile (Industrie Canada)
<http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/tx03139f.html>
Présentation détaillée de l'industrie canadienne du textile.

L'industrie canadienne du vêtement (Industrie Canada)
<http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/ap03193f.html>
Présentation détaillée de l'industrie canadienne du vêtement.

Techexchange.com
<http://www.techexchange.com/>
Tout sur la technologie informatique au service de l'industrie du vêtement et du textile ! On y retrouve entre autres une liste de livres, des études et des articles ainsi qu'un forum de discussion.

Textile World (A)
www.textileworld.com
Magazine électronique américain consacré à l'industrie du textile. On y retrouve plusieurs articles portant sur différents thèmes et préoccupations du milieu et des liens vers des sites pertinents.

TextileWeb (A)
www.textileweb.com
Destiné aux professionnels de l'industrie, ce site diffuse de l'information sur l'industrie du textile, les meilleurs produits sur le marché, les dernières nouvelles, l'équipement à vendre, etc. Une section permet aussi de chercher un emploi dans le milieu.

Vêtement-Québec
<http://www.vetementquebec.com>
Site de l'Institut des manufacturiers du vêtement du Québec sur lequel on retrouve une liste de manufacturiers et de fournisseurs, des statistiques sur l'industrie du vêtement, des liens vers des sites reliés aux industries du vêtement et du textile, des communiqués de presse, etc.

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL



HAÏTI

Meurtre politique

■ Le directeur de campagne d'un candidat à la députation du Parti Louvri Barrière (PLB, indépendant), Branor Sanon, a été tué par balle hier à Port-au-Prince par des inconnus, a annoncé le secrétaire général de cette formation, Willy Louis. Ce meurtre, qui n'a pas été revendiqué, s'est produit dans le quartier populaire de Carrefour Feuille. Il intervient à dix jours du premier tour des élections législatives, municipales et locales, fixé au 21 mai et au lendemain de la dénonciation par le PLB du climat d'insécurité régnant dans le pays.

d'après AFP

TCHÉTCHÉNIE

Un car saute

■ Quatre civils, dont un journaliste, et deux officiers des forces du ministère russe de l'Intérieur ont été tués hier en Tchétchénie dans un attentat contre un autobus et une attaque contre une jeep transportant ces militaires et le journaliste, selon des sources russes. Trois civils ont été tués et 18 autres blessés dans l'explosion d'un autobus détruit par une bombe télécommandée, dans les montagnes du sud-est tchétchène. Le journaliste Alexandre Efremov travaillait pour le magazine sibérien *Nache Vremia* (Notre temps). La jeep militaire a sauté sur une mine télécommandée, à l'ouest de Grozny.

d'après AFP

NATIONS UNIES

Employé escroc

■ Un ancien employé de la mission des Nations unies en Bosnie (MINUB) a été condamné à 41 mois de prison pour avoir escroqué l'ONU d'environ 800 000 dollars US. Charles Kim, un Américain de 60 ans qui avait été reconnu coupable par le tribunal fédéral de Manhattan le 29 septembre 1999, a également été condamné à rembourser les Nations unies. De novembre 1995 à novembre 1998, Kim était chargé à Zagreb des voyages et du transport pour la MINUB. Il a utilisé sa position pour faire rembourser des fausses factures, établies avec la complicité d'une agence de voyages locale et d'un employé d'Air France.

d'après AFP

AUSTRALIE

Pas d'excuses

■ Le premier ministre australien, John Howard, a confirmé hier que son gouvernement ne s'excuserait pas pour les persécutions infligées aux aborigènes, remettant ainsi en cause le processus de réconciliation entamé il y a neuf ans. Il a notamment refusé de souscrire à une déclaration qui doit être présentée publiquement lors d'une importante cérémonie de réconciliation, le 27 mai à Sydney. Le Conseil de la réconciliation aborigène, mis en place en 1991 par le gouvernement pour favoriser l'harmonie raciale, avait souhaité que des excuses officielles soient formulées à l'égard des 400 000 aborigènes du pays restés de deux siècles d'injustices et de marginalisation commises par les Européens.

d'après AFP

YUGOSLAVIE

Juge manifestant

■ Un juge a été relevé de ses fonctions pour avoir manifesté à l'appel de l'opposition à Pozarevac, la ville natale du président yougoslave Slobodan Milosevic. Le président du tribunal départemental de Pozarevac a annoncé que Djordje Rankovic, juge d'instruction et vice-président de ce tribunal, avait été limogé après avoir manifesté mardi dernier dans cette ville de l'est de la Serbie. Le rassemblement, qui avait été annulé au dernier moment en raison de mesures prises par les autorités pour gêner sa tenue, avait été convoqué à la suite d'une rixe survenue le 2 mai à Pozarevac entre des partisans du mouvement contestataire Otpor (Résistance) et des employés d'une discothèque. Le propriétaire de cette dernière est Marko Milosevic, le fils du président.

d'après AFP



PHOTO AP

Un ex-complice de Chavez le conteste aux élections vénézuéliennes

L'ancien officier et candidat d'opposition aux élections présidentielles du Venezuela, Francisco Arias Cardenas, salue ses partisans depuis un logement du bidonville de Catia à Caracas. Après avoir soutenu Chavez lors d'une tentative de coup d'État avortée en 1992, Cardenas est devenu aujourd'hui son principal adversaire en vue du scrutin du 28 mai prochain.

La guerre reprend entre l'Éthiopie et l'Érythrée

Elle gêne l'aide aux victimes de la sécheresse

Agence France-Presse
ADDIS ABEBA/ASMARA

Les combats entre armées éthiopienne et érythréenne ont repris hier sur tous les fronts, deux ans jour pour jour après le début du conflit frontalier entre les deux voisins de la Corne de l'Afrique.

Les combats qui se déroulent à la frontière constituent « la plus grande bataille depuis un an » entre les deux pays, a déclaré Yemane Gebreab, conseiller du président érythrien Issaia Afeworki.

Selon Asmara, les affrontements, provoqués par une offensive éthiopienne, ont débuté peu après minuit, sur le front occidental de Badmé. Huit heures plus tard, ils se sont étendus au front central.

Ces combats, les premiers après plusieurs mois de trêve, surviennent à deux jours des élections générales en Éthiopie, pays où le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé une opération humanitaire d'envergure en faveur des millions de victimes de la sécheresse.

Les élections « se tiendront dimanche, c'est certain », et un report « ne doit même pas être envisagé », a assuré Salomé Tadesse.

L'Union européenne a estimé hier que la reprise des combats pourrait gêner la distribution de l'aide alimentaire aux victimes de la sécheresse.

« Le conflit réduit l'espace humanitaire dans lequel nous devons opérer en Éthiopie », a déclaré hier

à Bruxelles un porte-parole de l'UE Michael Curtis.

De violents combats ont eu lieu sur le front central de Zala Anbesa-Egala et sur le front occidental de la rivière Mereb, a indiqué de son côté le porte-parole du gouvernement éthiopien Salomé Tadesse.

Les combats « se sont étendus au front de Burié », à l'est de la frontière, a ensuite précisé le porte-parole éthiopien. Burié est situé à 70 km au sud du port érythrien d'Assab, cible potentielle pour l'armée éthiopienne, selon Asmara.

Mme Salomé Tadesse, sans reconnaître que l'Éthiopie ait été à l'origine de cette nouvelle flambée de combats, n'a pas accusé Asmara d'avoir attaqué le premier.

Le 8 mai, le premier ministre éthiopien Meles Zenawi avait averti la communauté internationale : « L'Éthiopie ne veut pas voir la guerre se prolonger (...), la guerre doit prendre fin maintenant et rapidement. »

« La raison pour laquelle la guerre a continué et continue, c'est parce que l'Éthiopie n'a pas eu de partenaire pour la paix », a affirmé hier soir le ministre éthiopien des Affaires étrangères.

Des négociations indirectes de paix tenues entre le 30 avril et le 5 mai sous l'égide de l'OUA à Alger avaient échoué. L'OUA a proposé un plan de paix accepté en principe par les deux protagonistes depuis plus d'un an, mais les négociations sur les modalités de son application sont dans l'impasse depuis août 1999.

Ce plan prévoit une démilitarisation de la frontière et le déploiement d'une force internationale.

« Les Éthiopiens sont allés à la guerre pour faire échouer le processus de paix », a déclaré de son côté M. Yemane, estimant que « la seule solution pour résoudre le différend était un processus de paix ».

« Tout a été fait pour empêcher l'Éthiopie de relancer la guerre. Maintenant qu'elle l'a fait, il est du devoir de la communauté internationale de condamner le recours à la force d'Addis Abeba », a ajouté le conseiller du président.

De retour d'une navette effectuée cette semaine entre Addis Abeba et Asmara, l'ambassadeur britannique aux Nations unies Jeremy Greenstock a estimé hier soir à New York qu'en cas de reprise des combats, « il y aurait certainement plus de morts, en peu de temps, que dans les conflits de la Sierra Leone et de la République démocratique du Congo (RDC) réunis ».

Ce seul conflit armé entre deux États africains a fait jusqu'à présent des dizaines de milliers de morts et 600 000 déplacés.

REPÈRES / Autriche

Haider, cent jours plus tard

EMMANUEL SEROT
Agence France-Presse, VIENNE

Le dirigeant d'extrême droite autrichien Joerg Haider, à l'origine d'une crise sans précédent dans l'Union européenne, s'est progressivement effacé de la scène politique cent jours après l'entrée de son parti, le FPÖ, au gouvernement. Mais il reste l'homme fort de ce parti, se fait régulièrement entendre et son avenir politique reste ouvert. Il n'exclut pas de briguer la chancellerie.

Lui qui a négocié à la fin de janvier avec le conservateur Wolfgang Schuessel l'entrée de son parti au gouvernement, déclenchant une tempête en Europe, a accumulé les provocations avant de se retirer dans sa province de Carinthie. Il a officiellement cédé le 1er mai la présidence de son parti au vice-chancelier, Susanne Riess-Passer.

Omniprésent dans les médias, parfaitement à l'aise dans son rôle de trublion, Haider triomphait le 4 février lorsque le FPÖe est entré au

gouvernement. « C'est un jour historique », lançait-il, alors que l'Union européenne s'appretait à isoler politiquement son pays et qu'Israël retirait son ambassadeur.

La veille, arrivé à la présidence sous les huées de milliers de manifestants, il avait signé un préambule au programme du gouvernement, imposé par le président Thomas Klestil et qui constitue l'aveu officiel le plus complet à ce jour de la responsabilité de l'Autriche dans les crimes nazis.

Il avait ensuite ajouté qu'il n'avait pas l'intention de faire le tour du monde « pour s'excuser de tout et n'importe quoi ». Pour un historien autrichien, Doran Rabinovici, « Haider désavoua par sa personne les déclarations qu'il signe ».

Haider avait déjà dû s'excuser en novembre d'avoir eu des propos aux relents de nazisme et d'avoir insulté le président français Chirac et le gouvernement belge. Il assure que « l'excitation s'apaisera » mais lance au début de février ses premières menaces en rappelant à l'UE

que les décisions se prennent à l'unanimité et que les voix de ses ministres sont indispensables.

Puis il reprend ses attaques contre le président français Chirac, « un très grand ennemi de l'Autriche » et convoque ses ministres chez lui à Klagenfurt, s'emportant de l'accueil glacial que ceux-ci reçoivent dans les conseils européens. Mais, encombrant, Joerg Haider se cherche très vite un rôle, lui que l'opposition accuse d'être le « chancelier de l'ombre ».

Une série de revers constituent un tournant : il effectue au Canada un mystérieux voyage ponctué de projets avortés, il doit avoir recours à la protection de la police le jour de la grande manifestation anti-raciste à Vienne, il se heurte en vain à son ministre des Finances Karl-Heinz Grasser sur le montant de la cotisation que celui-ci doit verser au parti.

À la surprise générale, il annonce le 28 février sa démission de la présidence de son parti. La gauche autrichienne et tous ses opposants en Europe n'y voient qu'une manoeuvre et appellent à poursui-

Mexique : l'opposition de droite bénéficiera de votes de gauche

ANDRÉ BIRUKOFF
Agence France-Presse, MEXICO

Le candidat de la droite à la présidentielle a reçu le soutien d'une forte personnalité de la gauche ce qui, à moins de deux mois de l'élection, renforce ses chances de l'emporter contre le candidat du parti au pouvoir qu'il devance déjà dans certains sondages.

Porfirio Munoz Ledo, une figure de la gauche mexicaine, lui-même candidat à la présidence, a indiqué qu'il négociait avec Vicente Fox, candidat du Parti d'Action Nationale (PAN, conservateur) en vue d'une alliance pour vaincre Francisco Labastida du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et rompre ainsi le monopole que le parti au pouvoir exerce depuis 71 ans sur la vie politique du pays.

Ces discussions sont intervenues alors que selon un récent sondage, Vicente Fox, ex-directeur de Coca Cola pour le Mexique et l'Amérique centrale, devance de près de 5 points Francisco Labastida étant crédité de 46,3 % d'intention de vote contre 41,6 à son rival.

La montée en puissance de Vicente Fox, personnage controversé pour son langage à l'emporte-pièce et son style « cow-boy » — bottes pointues et ceinturon à large boucle — renforcée par une probable alliance avec Porfirio Munoz Ledo, confirme que la présidentielle du 2 juillet prochain devrait être la plus disputée de l'histoire moderne du Mexique.

Porfirio Munoz Ledo, actuellement candidat pour une petite formation de gauche, le Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM), même s'il n'est crédité que d'à peine 1 % des voix dans les sondages, pourrait drainer vers Vicente Fox des voix de gauche au moment au Cuauhtémoc Cardenas, ex-maire de Mexico et candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD, centre-gauche) ne recueille plus que 9 % d'intentions de vote.

Personnage haut en couleur, orateur hors pair, Porfirio Munoz Ledo, 66 ans, est considéré comme « le frère ennemi » de Cuauhtémoc Cardenas avec lequel il a fondé le PRD et leur inimitié a atteint un point de non-retour lorsque le PRD a tranché en faveur de Cardenas pour le choix de son candidat à la présidence.

Considéré comme l'une des principales figures de la politique mexicaine, Porfirio Munoz Ledo a notamment occupé les fonctions d'ambassadeur à l'ONU et de président du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis plus de 70 ans) avec lequel il a rompu en 1988 pour créer le PRD un an après.

Munoz Ledo a quitté avec fracas le PRD en janvier dernier pour devenir le candidat du PARM à la présidence.

Porfirio Munoz Ledo a fait scandale en négociant avec Vicente Fox et le PARM a aussitôt exigé qu'il renonce à sa candidature.

vre les pressions sur le gouvernement.

Début mars, Joerg Haider attaque de nouveau et multiplie les complications pour le gouvernement qui tente de convaincre les partenaires européens de revenir sur les sanctions. Dans sa bouche, le président français Jacques Chirac devient « un Napoléon de format de poche » dont l'Autriche n'a pas besoin.

Le 12 avril, lors d'une réunion du Comité des régions de l'Union européenne auquel il avait dû renoncer en février au plus fort de la crise, il accuse l'UE de traiter l'Autriche comme un « pays colonisé ».

Il lance ensuite plusieurs menaces : un retrait de l'Autriche de l'UE, des poursuites judiciaires, le non-paiement des cotisations autrichiennes, un veto des décisions européennes. Il propose aussi une consultation populaire sur les sanctions européennes, idée reprise par le chancelier Schuessel.

En quittant la présidence de son parti le 1er mai, il laisse en héritage un mot d'ordre : « le FPÖ ne doit pas changer ».

Monde

L'ONU dépêche 3000 autres Casques bleus en Sierra Leone

Ottawa ajoute 5 millions à son aide humanitaire et envoi du matériel

d'après AP et AFP
FREETOWN

Les Nations unies n'entendent pas abandonner la Sierra Leone à son sort. Trois mille casques bleus supplémentaires vont être mobilisés pour ce pays ensanglanté par la guerre civile alors que des rumeurs font état d'une offensive prochaine de la rébellion sur la capitale, Freetown.

L'inquiétude grandit au sujet du demi-millier de casques bleus toujours portés disparus, probablement retenus en otages par les rebelles.

À Genève, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a estimé hier entre 20 000 et 30 000 le nombre de Sierra-Léonais venus se réfugier à Freetown depuis le début de la semaine, principalement en provenance de Waterloo, ville située à 20 km de la capitale. « Ces personnes ne sont pas en mauvaise santé mais ils ont évidemment peur et craignent des

attaques rebelles », a précisé Christiane Berthiaume, porte-parole du PAM.

De son côté, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui craint une arrivée massive de réfugiés sierra-léonais en Guinée voisine, a échafaudé des plans pour faire face à une telle éventualité. Pour l'heure, seuls quelques centaines de Sierra-Léonais sont arrivés dans ce pays, ce qui s'explique par le bouclage probable de la zone frontalière par les rebelles, selon Kris Janowski, porte-parole du HCR à Genève.

Sur place, le gouvernement sierra-léonais se prépare à faire face à une éventuelle offensive des rebelles sur la capitale. L'armée régulière a d'ailleurs affirmé hier avoir réussi à faire reculer les positions rebelles dans la région de Newton, une ville située à 40 km à l'est de Freetown.

Pour sa part, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a annoncé l'arrivée prochaine en Sierra Leone de 3000 casques bleus supplémentaires tout en assurant que les forces onusiennes atteindront leur pleine capacité « dans les deux semaines ».

« Le président Charles Taylor du Liberia a accepté de mener personnellement les négociations » pour la libération des quelque 500 casques bleus pris en otages par les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) de Foday Sankoh, précise M. Annan dans une interview au *Monde* datée d'aujourd'hui. « Je lui ai parlé ce matin-même, j'espère

qu'il réussira. »

Le secrétaire général de l'ONU en profite pour lancer un sévère avertissement au chef rebelle : « Nous sommes activement engagés à la recherche de Foday Sankoh. Je tiens M. Sankoh pour personnellement responsable de la sécurité des casques bleus. Il doit être mis en face de ses responsabilités ».

Concernant la Mission des Nations unies en Sierra Leone (Minusil), Kofi Annan souligne que « nous sommes en train de renforcer la Minusil », forte actuellement de 8700 casques bleus. « Les Canadiens et les Américains vont nous aider à transporter quelque 3000 soldats supplémentaires. Les Jordaniens y vont avec une équipe d'élite et les Indiens seront munis d'hélicoptères de combat. Dans les deux semaines, la Minusil atteindra sa pleine capacité », promet-il.

Pour lui, « il est vital que le monde n'abandonne pas le peuple

de Sierra Leone à l'heure où il a le plus besoin d'aide ». Le secrétaire général de l'ONU se dit ainsi « très déçu » par le refus des Occidentaux de créer une force de réaction rapide pour soutenir les casques bleus face à la rébellion.

Par ailleurs, Ottawa a annoncé hier l'octroi à la Sierra Leone d'une aide humanitaire supplémentaire de 5 millions de dollars canadiens, ainsi que d'une assistance technique et de matériels pour les casques bleus déployés dans ce pays.

Aucun combat n'a été signalé depuis jeudi où de violents affrontements avaient opposé les forces sierra-léonaises anti-RUF et des combattants rebelles à une trentaine de kilomètres à l'est de Freetown, selon la MINUSIL.

Près de 10 000 personnes ont pris part dans le stade national à la cérémonie de funérailles des 19 personnes tuées le 8 mai lors d'une fusillade devant le domicile de Foday Sankoh, disparu depuis.

Pasteur voleur

d'après AFP
BLOEMFONTEIN, Afrique du Sud

Le pasteur Allan Boesak, figure emblématique de la lutte anti-apartheid, a été condamné hier à trois ans de prison ferme par la Cour d'Appel de Bloemfontein (centre du pays) pour vol et fraude de fonds caritatifs.

La Cour d'appel, jugeant en dernière instance, a réduit de moitié la peine décidée en mars 1999 par la Haute Cour du Cap qui avait condamné Boesak à six ans de prison pour quatre motifs de vol ou de détournement de fonds pour un montant total équivalant à 224 000 dollars US.

Mais Boesak, 54 ans, va aller en prison et sa chute est d'autant plus lourde que l'argent volé ou détourné de donations étrangères était destiné, au début des années 90, aux victimes de l'apartheid.

La Cour d'appel a annulé la condamnation pour le détournement de 127 000 dollars de fonds provenant de l'organisation caritative suédoise SIDA. Mais elle a rejeté l'appel de Boesak contre deux condamnations pour vol d'un montant total de 43 000 dollars provenant d'une donation du chanteur américain Paul Simon, comptant pour deux ans de prison.

Elle a également rejeté l'appel de la condamnation pour vol de fonds versés par différentes organisations scandinaves à la Fondation pour la paix et la justice (FPJ), organisation caritative que dirigeait Boesak lui-même. Mais elle a divisé par deux l'estimation initiale de 54 000 dollars de fonds volés ainsi que la peine de prison de deux ans correspondante, ramenée à un an.

Boesak avait été l'un des fondateurs en 1983 du Front uni démocratique (UDF), une organisation regroupant les mouvements anti-apartheid. C'est la même année qu'il persuada son église de Bellville, près du Cap, de constituer la FPJ, destinée à venir en aide aux victimes de l'apartheid.

La FPJ draina les fonds de donateurs étrangers pour mettre en place des programmes de développement en matière d'urbanisme et d'éducation et venir en aide aux enfants devenus orphelins à la suite des violences de l'apartheid.

Après les premières élections démocratiques d'Afrique du Sud en 1994, Boesak fut nommé ministre des Finances de la province du Cap occidental puis, en 1995, ambassadeur auprès des Nations unies à Genève.



PHOTO REUTERS

Des femmes interviennent pour la paix au Zimbabwe

Une marche des femmes pour la paix se tenait hier à Harare, capitale du Zimbabwe, alors que le président Robert Mugabe, les fermiers blancs et les anciens combattants convenaient de créer une Commission des terres chargée de superviser la distribution de terres des Blancs aux Noirs sans terre.

Une « pause humanitaire » entre Aceh et Djakarta

d'après AFP et AP
GENÈVE

L'Indonésie et le Mouvement Aceh libre (GAM) ont conclu hier en Suisse un accord sur une « pause humanitaire » à partir du 2 juin après 25 ans de combats meurtriers dans cette province de Sumatra peuplée de 4,3 millions d'habitants.

Le GAM lutte depuis 1976 pour l'indépendance de cette province riche en hydrocarbures et la création d'un État islamique. Plus de 5000 personnes ont été tuées à Aceh au cours des dix dernières années. La pause prévue pour trois mois pourra être renouvelée.

L'entente a été conclue, dans un endroit tenu secret, par l'ambassadeur d'Indonésie, Hassan Wirajuda, et par Zaini Abdullah, « ministre de la santé » du GAM, à l'issue d'une quatrième séance de négociations confidentielles organisées depuis le 27 janvier.

Le chef et fondateur du GAM, Hasan Tiro, qui vit en exil en Suède, était présent hier, de même que des représentants de l'armée et de plusieurs ministères indonésiens.

L'ambassadeur Wirajuda a souligné les trois volets sur lesquels les parties sont tombées d'accord : dimension humanitaire de la crise d'Aceh, réduction de la violence et promotion du dialogue comme moyen de résoudre à terme les différends.

« Ce n'est pas un accord de cessez-le-feu, mais une pause humanitaire. En ce qui concerne la sécurité, il s'agira d'empêcher les offensives militaires mais il n'est pas question d'un retrait de troupes », a expliqué l'ambassadeur.

« La beau côté de cette histoire est que, même sans parler de cessez-le-feu, on a assisté à un exercice de retenue des deux parties pour empêcher de nouvelles tueries », a-t-il ajouté.

Le GAM a souligné que son but reste l'indépendance d'Aceh et que cet accord ne signifie aucunement son affaiblissement. Au cours des négociations, « il a été fermement expliqué qu'il n'y avait pas d'ordre du jour sur une solution politique », a ajouté le mouvement.

Le GAM a fait la même analyse que l'ambassadeur sur le sens « humanitaire » de l'accord.

Fatima et Jean-Paul II: l'énigme du 13 mai

JOSEPH VANDRISSE
Le Figaro, LE VATICAN

« Mais oui, annoncez-le ! ». En ce 26 novembre 1999, Jean-Paul II s'entre-tient avec un groupe d'évêques portugais. Parmi eux se trouve Mgr Serafim de Souza Ferreira e Silva, évêque de Leiria-Fatima qui, à la sortie du Vatican, donne la nouvelle à la radio catholique portugaise Rinasença : « Le pape viendra à Fatima le 13 mai 2000 (jour anniversaire des apparitions) pour procéder sur place et non au Vatican à la béatification des deux petits bergers, Jacinta et Francisco Marto, qui ont vu la Vierge en 1917 ». La secrétairerie d'État, non au courant, s'étonne, mais ce que pape veut, Dieu le veut.

Fatima, pourquoi ? La première

visite d'un pape en ce lieu, celle de Paul VI le 13 mai 1967, avait suscité critiques et même sarcasmes, Fatima semblant charrier l'impur, le contestable, le superstitieux. Jean-Paul II s'y rend le 13 mai 1982, un an après l'attentat de la place Saint-Pierre. Il y retourne en 1991, dix ans après, le 13 mai toujours ; il y a bien entre Fatima et lui des convergences car, selon lui, — il le disait sur place en 1991 —, « dans les desseins de la Providence, il n'y a pas de simple coïncidence. » Le 13 mai 1981, à 17 h 17, place Saint-Pierre, des coups de feu, secs. Jean-Paul II s'écroule. Après une longue intervention chirurgicale, dès son réveil, il attribue à la protection de la Vierge le fait qu'il ait été sauvé de ce pas mortel. La date authentifie le miracle. « Une main a tiré, une autre a guidé la balle ». Il le dit à André Frossard. Quatre ans plus tard, devant son vicaire à Rome, le cardinal Poletti, il revient sur la visite qu'il

effectua le 27 décembre 1983, à son agresseur, Ali Agca, dans sa prison italienne de Rebibbia. « Il me dit : pourquoi n'êtes-vous pas mort ? Je sais pourtant que j'ai visé juste. » Troublante également cette confidence que soeur Lucie, l'aînée des voyants, âgée aujourd'hui de 93 ans, faisait, il y a deux ans, au cardinal indien Padiyra. Elle reconnaissait que la consécration de la Russie au Coeur immaculé de Marie que Jean-Paul II avait faite publiquement en 1984, avait sauvé l'humanité d'une guerre nucléaire. Mais de quelle autorité la vieille religieuse recluse en son couvent était-elle investie pour le dire ? À l'époque, Jean-Paul II ne minimisait pas le danger d'un tel conflit. Le 18 novembre 1980, à Fulda (Allemagne), il abordait à mots voilés le sujet faisant le lien avec le « secret » de Fatima, jamais jusqu'ici rendu public. La tension en Europe de l'Est est alors à son paroxysme à cause du surgissement de Solida-

rité en Pologne. Le 16 décembre, le Pape écrit personnellement à Leonid Brejnev pour lui dire sa préoccupation. Le 15 janvier 1981, il reçoit solennellement Lech Walesa au Vatican. Les médias soviétiques multiplient les attaques contre lui. L'homme est gênant. Survient l'attentat. En septembre suivant, Jean-Paul II demande à son Académie pontificale des sciences de lui présenter un rapport sur les conséquences que pourrait avoir un conflit nucléaire. Il le communique officiellement en décembre aux chefs des puissances nucléaires et au président de l'Assemblée générale des Nations unies. Le 1^{er} janvier 1982, dans son homélie pour la Journée de la paix, il trace, sur la base de ce rapport, un tableau terrifiant des conséquences d'un conflit nucléaire. Faut-il voir là un lien avec les prédictions de Fatima ? La question rejaillit en 1990 à la chute du communisme et le pape l'aborde directement dans l'ou-

vrage très personnel qu'il publie en 1994, Entrez dans l'Espérance. La Vierge Marie n'avait-elle pas prédit, en parlant de la Russie : « A la fin, mon coeur triomphera » ? Il commente : « Le rappel de ces événements ne permet-il pas de comprendre pourquoi le pape de la fin du siècle a été appelé d'un pays de l'Est ? Il fallait peut-être aussi que l'attentat de la place Saint-Pierre eût lieu un 13 mai 1981 pour que tout devienne plus clair et plus compréhensible ». Pour lui, les événements qui se sont passés de 1981 à 1991 sur le continent européen, spécialement en Europe centrale et orientale, font donc bien penser de façon particulière à Fatima et il considère comme « un don gratuit » le fait qu'il ait pu survivre à l'attentat et poursuivre sa tâche. Comment s'étonner alors qu'à la veille de ses 80 ans, le 18 mai, il ne tienne à retourner au sanctuaire marial pour béatifier sur place les deux jeunes voyants ?

La santé de l'industrie touristique passe par le renouveau

MARIO FONTAINE
QUÉBEC

Les grands prix du tourisme québécois ont été décernés hier à 45 entreprises, groupes et individus considérés comme les plus performants dans l'industrie, 24 heures à peine après qu'un projet de loi allégeant leur fardeau administratif et réglementaire eût été déposé par le ministre Maxime Arseneau.

« Nous avons idée, avec ce projet de loi, de dépoussiérer énormément l'industrie touristique et amener du renouveau », a expliqué hier M. Arseneau dans le cadre d'un gala réunissant quelque 1200 intervenants du milieu au Centre des congrès de Québec. Plus, en fait, que les conservateurs fédéraux qui tenaient leur congrès la porte d'à-côté.

Si le projet de loi est adopté, 4800 hôtels, motels et gîtes n'auront plus à obtenir un permis d'hébergement. La portion touristique du permis de restauration sera elle aussi abolie, ce qui touche 19 200 restaurateurs. Ce qui ne change rien toutefois aux contrôles de la salubrité des établissements, assuré par le ministère de l'Agriculture,

des Pêcheries et de l'Alimentation.

Plusieurs entreprises connues ont été honorées par l'industrie hier dont, au premier chef, le Manoir Richelieu. L'établissement de Pointe-au-Pic a investi 140 millions l'an dernier en rénovations, afin de retrouver sa splendeur d'antan.

Un hôtel de Montréal, le Germain, a pour sa part obtenu le lauréat or pour les établissements de taille moyenne. Le Germain se situe dans la mouvance européenne et nord-américaine des « hôtels-boutiques », où on s'efforce d'allier le luxe aux petites attentions de façon à ce que les clients se sentent enveloppés dans une atmosphère chaleureuse et un confort intimiste.

Les campings n'ont pas été oubliés. C'est celui de la Minganie, sur la Côte-Nord, qui a reçu l'or, suivi du camping municipal de la Pointe de Rivière-du-Loup. Le camping, constate le ministre Arseneau, est un secteur qui a connu des améliorations conséquentes au cours des dernières années. Ils sont de plus en plus fréquentés, grâce notamment aux jeunes retraités du baby-boom.

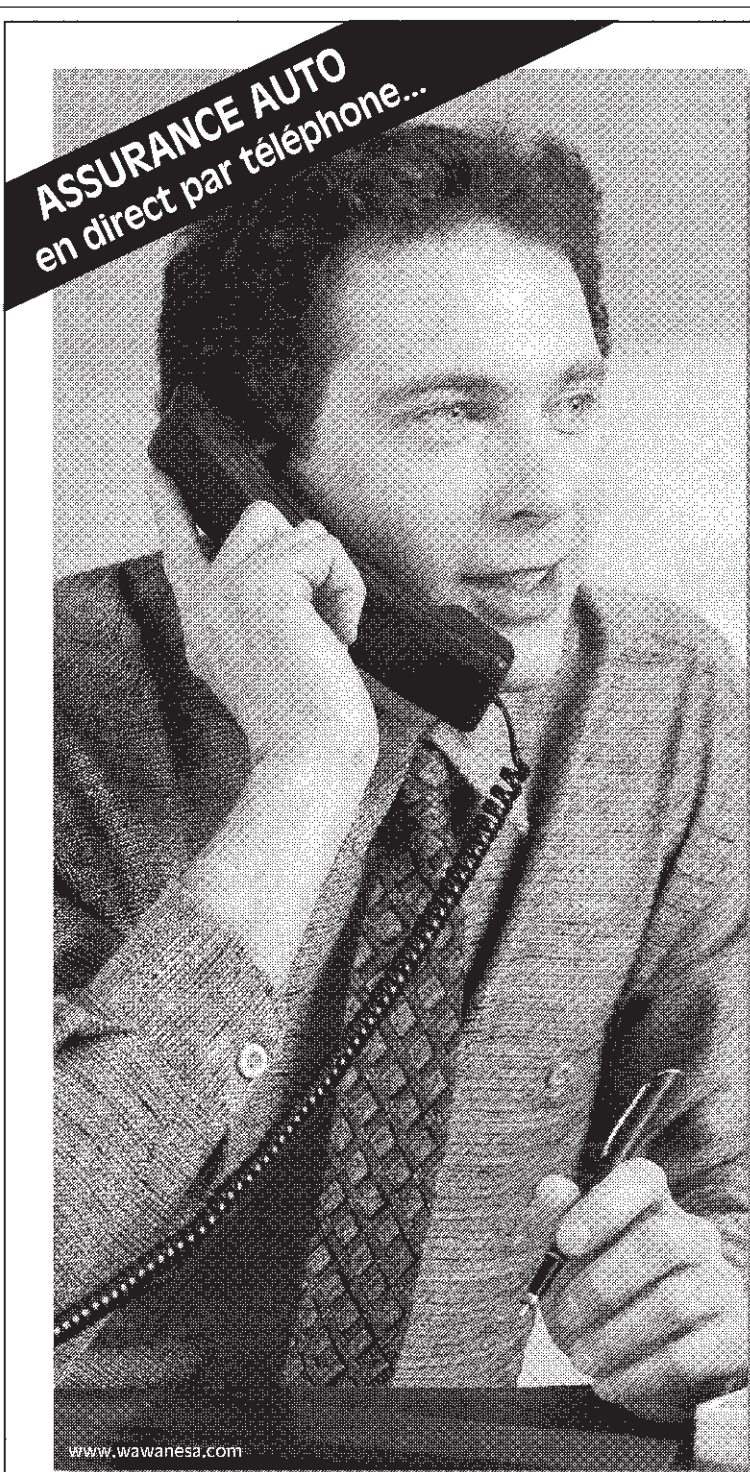
L'État s'est beaucoup désengagé

de ce secteur au fil des ans, avec des résultats souvent déplorables : subdivision des terrains par les concessionnaires, laisser-aller des équipements, etc. Le gouvernement Bouchard a annoncé récemment son intention, controversée, d'augmenter les tarifs d'entrée dans les

parcs, et promis de consacrer une bonne partie du plus perçu à l'amélioration des infrastructures.

Côté restauration, c'est l'Auberge Hatley, dans les Cantons-de-l'Est, qui remporte la palme, suivie du restaurant Toqué!, de Montréal, et d'un établissement de la Côte-

Nord, la Cache d'Amélie, spécialisé dans les fruits de mer et les poissons de la région. Les Jardins de Métis, privatisés il y a cinq ans, ont apparemment retrouvé une deuxième jeunesse et l'emportent du côté des attractions touristiques, de concert avec le Zoo de Granby.



... une autre façon d'économiser avec l'assurance auto Wawanesa.

Les agents certifiés Wawanesa, motivés et courtois, répondent à vos questions et vous proposent les meilleures combinaisons de protection pour assurer votre auto.

- Service hors pair à la vente comme à la réclamation
- Primes concurrentielles
- Rabais avantageux
- Modalités de paiement pratiques
- Option Sécurichoix
- Règlement rapide et équitable de la réclamation
- Libre choix d'ateliers de réparations

Responsabilité civile jusqu'à 1 000 000 \$, assurance individuelle, protection du véhicule avec choix de franchises.

En assurant votre auto à la Wawanesa, vous bénéficiez de l'expérience, du savoir-faire et de la notoriété d'un assureur établi depuis plus de 100 ans.

Roulez en toute quiétude et économisez avec Wawanesa.



Wawanesa
assure vos biens...bien!

© La compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa. Fondée au Canada en 1896.

342-2211
ou

514-342-2211

De 7h30 à 20h30. Samedi: de 9h à 14h30.

PERLES CULTIVÉES
1/2 PRIX

Perles rondes
6 - 6,5 mm,
fermoir 14 k

Spécial

16 po 530\$	265\$		
18 po 599\$	299\$	Colliers de perles	Boucles d'oreilles
7 po 229\$	115\$	de 97\$ à 2 500\$	de 23\$ à 1 500\$

À votre service depuis 1956

BIJOUTERIE le roy
Joaillier Diamantaire

7139, rue Saint-Hubert (514) 277-3127
(angle Jean-Talon) Montréal www.bijouterieleroy.com

Heures d'ouverture : Lundi au mercredi : 10 h à 17 h 30
Jeudi et vendredi : 10 h à 21 h • Samedi : 10 h à 17 h

Cette année, offrez-lui des fleurs

Pour la fête des Mères, la collection *Liberty*, avec ses magnifiques imprimés fleurs créés pour Tilley par *Liberty of London*, offre un bouquet d'idées de cadeaux. Nos chemisiers et nos jupes légères et pratiques ne manqueront pas de ravir votre mère. Collection exclusive à Tilley, fabricant des meilleurs vêtements de voyage et d'aventure au monde.

Tilley Endurables
Montréal : 1050, av. Laurier O. (514) 272-7791
Composez le 1 800 465 4249 pour obtenir un catalogue gratuit.

« À moi de veiller à mes intérêts... sans obligations. »

À la recherche de souplesse ? Optez pour l'Épargne rachetable Desjardins :

- encaissable en tout temps sans frais ni pénalité ;
- taux avantageux ;
- investissement au comptant ou par versements périodiques.

À la recherche d'un rendement supérieur ? Choisissez le DUO Desjardins constitué d'une Épargne à terme Gestion active et d'une épargne à terme conventionnelle :

- profitez d'un taux supérieur garanti sur la moitié de votre placement investie dans l'épargne à terme conventionnelle (terme de 5 ans) ;
- profitez du potentiel de rendement supérieur des marchés internationaux pour l'autre moitié investie dans l'Épargne à terme Gestion active Desjardins** (terme de 5 ans) ;
- investissement minimal de 5 000 \$.

6,50 %*

Si vous désirez conserver le privilège d'encaisser une partie de vos épargnes au moment voulu, Desjardins vous offre aussi un DUO avec Épargne rachetable.

Alors, pour en savoir plus, renseignez-vous auprès de votre conseiller à la caisse, composez le **1 800 CAISSES** ou visitez notre site Internet **www.desjardins.com**

* Offre d'une durée limitée. Taux sujet à changement sans préavis. ** Le rendement de l'Épargne à terme Gestion active Desjardins pourrait être nul.

LA PLUS GRANDE FORCE CONSEIL

Desjardins

EN BREF

Double tentative de meurtre

■ Deux hommes âgés d'une quarantaine d'années ont été atteints par plusieurs projectiles d'arme à feu en fin d'après-midi hier dans une sortie de l'autoroute 15 à la hauteur de Henri-Bourassa, à Montréal. Les deux hommes se trouvaient alors dans une automobile de marque Chrysler Intrepid. Un des blessés se trouvait hier soir dans un état critique tandis que l'autre homme était dans un état satisfaisant.

Pression de l'eau en baisse

■ La Ville de Montréal avise les résidents des municipalités d'Anjou et de Saint-Léonard ainsi que des quartiers Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension, Rosemont/Petite-Patrie, Mercier/Hochelaga-Maisonneuve et Plateau Mont-Royal/Centre-Sud que la pression de l'eau diminuera par périodes d'ici à dimanche, en fin d'après-midi. Cette situation est imputable à des travaux de réparation devant être effectués aux vannes d'une conduite d'eau de 914 millimètres passant à la hauteur des rues Liège et Chateaubriand. Le Service des travaux publics et de l'environnement tient toutefois à préciser qu'en dépit de cette baisse moyenne de la pression, la qualité de l'eau ne sera nullement affectée.

Arme retrouvée

■ Un pistolet, qui a peut-être été soufflé de la maison qui a explosé mardi soir, rue d'Avaugour à Boucherville, a été retrouvé hier par un citoyen qui habite de l'autre côté de la rue, en diagonale de la maison qui a explosé. Jeudi, des débris de certaines substances qui devront être analysées ont été découverts par d'autres voisins sur leur terrain.

Cadavre d'une fillette

■ Le cadavre du poupon retrouvé jeudi en bordure d'un quai, sur la rivière Chateauguay, est celui d'une fillette. Le bébé pèse 4 livres et 1 once. Les premiers résultats de l'autopsie pratiquée hier n'ont pas permis de déterminer la cause du décès, ni l'âge de l'enfant. Les policiers ne savent pas non plus combien de temps le petit corps a séjourné dans l'eau. Des analyses plus poussées seront effectuées lundi en laboratoire.

Bar incendié

■ Un incendie, probablement d'origine criminelle, a causé d'importants dommages, vers 4h30 hier, au bar Jonathan, situé au

4660, montée Gagnon, à Terrebonne. C'est le deuxième incendie du genre à survenir dans le même secteur dernièrement. Selon un porte-parole de la police municipale, cet endroit « n'est pas un trou à motards mais plutôt un petit bar tranquille fréquenté par les gens du secteur ».

Accidents de moto

■ Un autre motocycliste, le 19^e depuis le début du printemps, a perdu la vie quand son bolide a heurté l'arrière d'une automobile, vers 22 h 50 jeudi, sur l'autoroute 640, à la hauteur de Bois-des-Filion. La vitesse excessive serait responsable de cette tragédie, la troisième à survenir sur cette voie rapide en quelques semaines. La victime a été identifiée comme étant Normand Bouthiller, 38 ans, de Bellefeuille.

Un autre motocycliste, âgé de 32 ans, se trouvait hier soir entre la vie et la mort à l'hôpital, après avoir été impliqué dans un accident de la circulation survenu à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de l'avenue Armand-Bombardier vers 18 h 25. L'accident est survenu lorsqu'une automobiliste a coupé la voie au motocycliste en tournant à gauche sur Armand-Bombardier.

Par ailleurs, un motocycliste de 44 ans a été blessé à la suite d'une collision avec une voiture à l'angle de la rue Saint-Dominique et du boulevard de Maisonneuve, hier après-midi, vers 15h15. L'homme, au volant d'une moto japonaise sport, circulait vers l'ouest sur de Maisonneuve lorsqu'il a été frappé par une voiture Honda Accord roulant dans Saint-Dominique vers le sud. Il semble que le conducteur de la voiture a omis de faire son arrêt. Le blessé, souffrant de multiples fractures, a été conduit à l'Hôpital général de Montréal. On ne craint pas pour sa vie.

Requête remise

■ La requête de remise en liberté d'Yves Guilbeault dont l'auto a heurté, le 22 avril, une ambulance à Ferme-Neuve, entraînant dans la mort deux personnes, a été remise, hier, au 26 mai au palais de justice de Mont-Laurier. C'est également ce jour-là que doit avoir lieu son enquête préliminaire. Il est accusé de conduite avec les facultés affaiblies et de refus de donner un échantillon de son sang. Cette tragédie a coûté la vie à l'ambulancier, Jacques Beauregard, également maire de Ferme-Neuve, et à une patiente, Jeanne Forget, 87 ans. C'est après être revenu sur la scène de l'accident avec son frère que Guilbeault a été arrêté. Il est détenu depuis ce temps.



SENSO+
Le monde, vous ne faites pas que le voir
Vous l'entendez aussi

Avantages uniques au SENSO+

- + qualité sonore numérique digne du CD/DVD
- + contrôle de volume automatique
- + réduction du bruit de fond & prédominance de la parole
- + confort d'écoute en permanence (sons doux audibles, sons forts confortables)

Téléphonez sans frais au 1-800-365-6614

ou rejoignez-nous à www.widexcanada.com pour obtenir une pochette d'information incluant une liste des audioprothésistes oeuvrant dans votre région.

*SENSO+

Une gamme complète d'instruments entièrement numériques et automatiques disponibles en contour, intra et en intra profond répondant aux surdités les plus variées.

SENSO de Widex

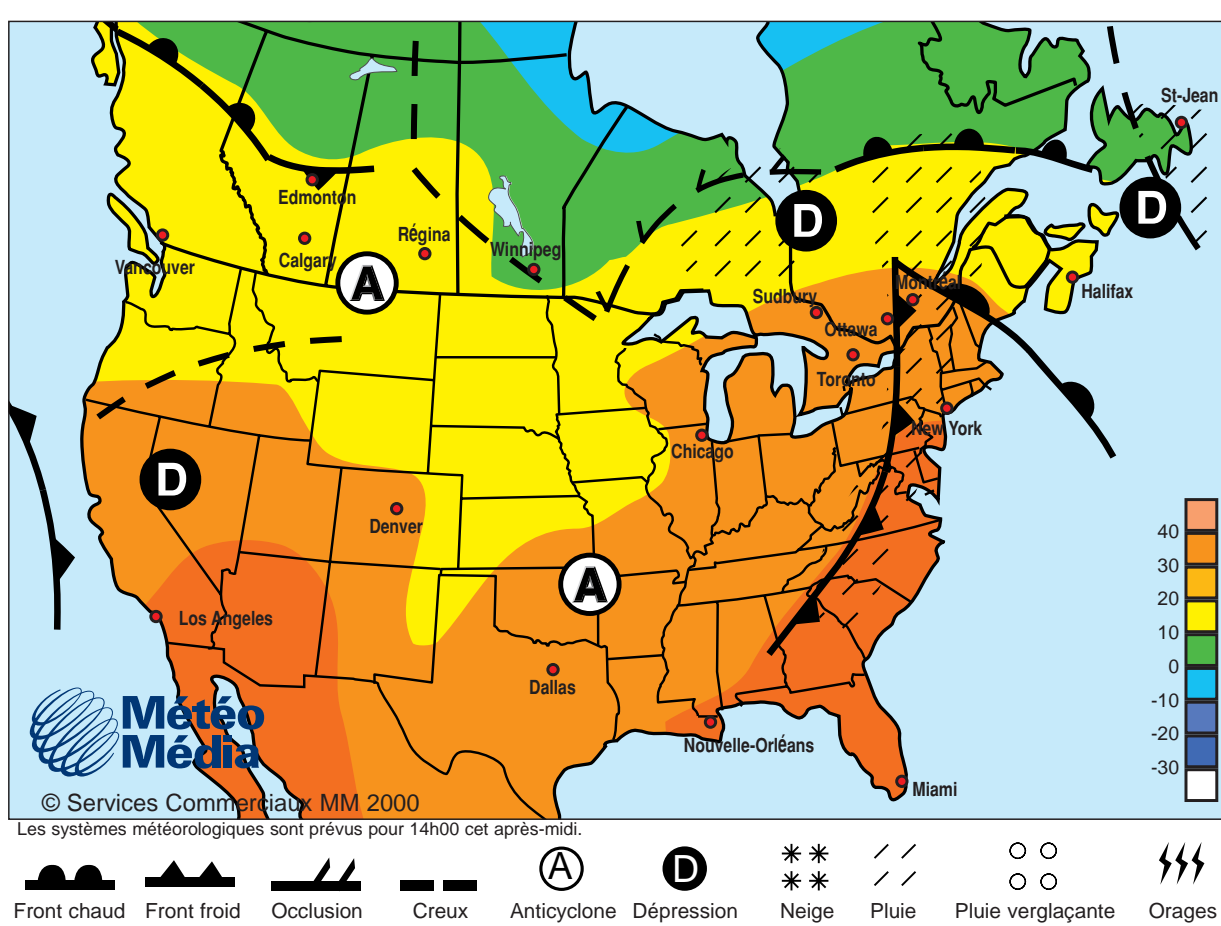
<p>loto-québec</p> <p><i>résultats</i></p> <p>Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.</p>	<p>SUPER 7</p> <p>08 09 10 22 32 39 43</p> <p>Tirage du 2000-05-12</p> <p>Numéro complémentaire: 16</p>	<p>Extra</p> <p>Tirage du 2000-05-12</p> <table border="1"> <tr><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>201733</td><td>100 000 \$</td></tr> <tr><td>01733</td><td>1 000 \$</td></tr> <tr><td>1733</td><td>250 \$</td></tr> <tr><td>733</td><td>50 \$</td></tr> <tr><td>33</td><td>10 \$</td></tr> <tr><td>3</td><td>2 \$</td></tr> </table>	NUMÉROS	LOTS	201733	100 000 \$	01733	1 000 \$	1733	250 \$	733	50 \$	33	10 \$	3	2 \$	<p>PANCO</p> <p>Tirage du 2000-05-12</p> <table border="1"> <tr><td>01</td><td>07</td><td>13</td><td>21</td><td>23</td></tr> <tr><td>24</td><td>29</td><td>31</td><td>40</td><td>41</td></tr> <tr><td>49</td><td>52</td><td>56</td><td>59</td><td>60</td></tr> <tr><td>61</td><td>67</td><td>68</td><td>69</td><td>70</td></tr> </table>	01	07	13	21	23	24	29	31	40	41	49	52	56	59	60	61	67	68	69	70	<p>La Mini</p> <p>Tirage du 2000-05-12</p> <table border="1"> <tr><th>NUMÉROS</th><th>LOTS</th></tr> <tr><td>426910</td><td>50 000 \$</td></tr> <tr><td>26910</td><td>5 000 \$</td></tr> <tr><td>6910</td><td>250 \$</td></tr> <tr><td>910</td><td>25 \$</td></tr> <tr><td>10</td><td>5 \$</td></tr> <tr><td>42691</td><td>1 000 \$</td></tr> <tr><td>4269</td><td>100 \$</td></tr> <tr><td>426</td><td>10 \$</td></tr> </table>	NUMÉROS	LOTS	426910	50 000 \$	26910	5 000 \$	6910	250 \$	910	25 \$	10	5 \$	42691	1 000 \$	4269	100 \$	426	10 \$
	NUMÉROS	LOTS																																																						
201733	100 000 \$																																																							
01733	1 000 \$																																																							
1733	250 \$																																																							
733	50 \$																																																							
33	10 \$																																																							
3	2 \$																																																							
01	07	13	21	23																																																				
24	29	31	40	41																																																				
49	52	56	59	60																																																				
61	67	68	69	70																																																				
NUMÉROS	LOTS																																																							
426910	50 000 \$																																																							
26910	5 000 \$																																																							
6910	250 \$																																																							
910	25 \$																																																							
10	5 \$																																																							
42691	1 000 \$																																																							
4269	100 \$																																																							
426	10 \$																																																							
	<p>Quotidien</p> <p>Tirage du 2000-05-12</p> <p>3 4</p> <p>559 4868</p>																																																							

MONTRÉAL ET LES ENVIRONS

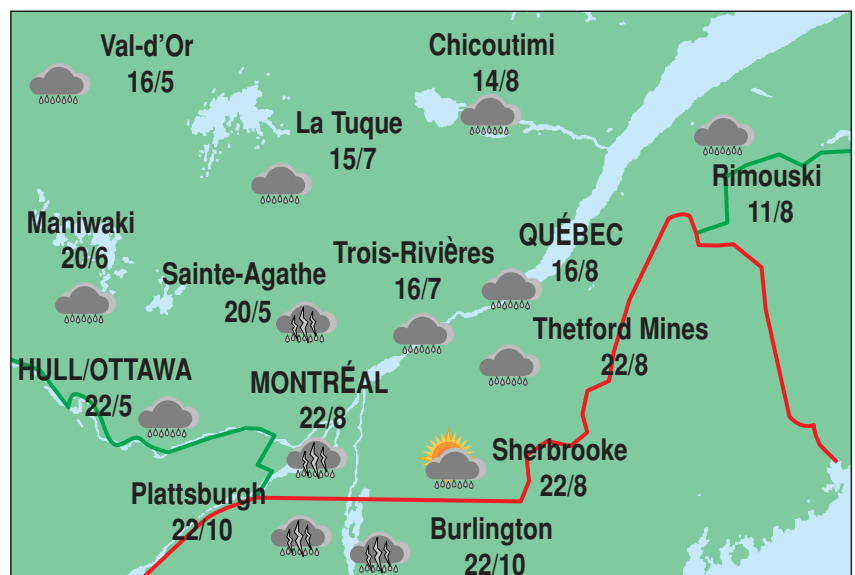
AUJOURD'HUI	MAXIMUM	Orages. Probabilité de précipitations: 80%. Vents de l'est à 20km/h tournant du sud à 20km/h.
	22	
CETTE NUIT	MINIMUM	Ciel variable. Probabilité de précipitations: 0%.
	8	
DEMAIN	MAX/MIN	Plutôt nuageux avec quelques averses. Probabilité de précipitations: 40%.
	16/8	
LUNDI	MAX/MIN	Nuageux avec averses. Probabilité de précipitations: 60%.
	15/6	

QUÉBEC	OTTAWA	TORONTO
AUJOURD'HUI Nuageux avec averses. 16/ 8.	AUJOURD'HUI Nuageux avec averses. 22/ 5.	AUJOURD'HUI Nuageux avec percées de soleil. 20/ 6.
DEMAIN Nuageux avec averses. 15/ 8.	DEMAIN Plutôt nuageux avec quelques averses. 15/ 6.	DEMAIN Passages nuageux. 15/ 6.

LES SYSTÈMES MÉTÉOROLOGIQUES



PRÉVISIONS RÉGIONALES



BAIE-COMEAU	BAIE-JAMES	GASPÉ	SEPT-ÎLES
AUJOURD'HUI Nuageux avec averses. 7/ 3.	AUJOURD'HUI Nuageux avec averses. 9/ 4.	AUJOURD'HUI Nuageux avec percées de soleil. 10/ 3.	AUJOURD'HUI Nuageux avec averses. 7/ 1.
DEMAIN Nuageux avec averses. 11/ 4.	DEMAIN Ciel variable. 6/ 0.	DEMAIN Nuageux avec averses. 11/ -1.	DEMAIN Nuageux avec averses. 7/ 0.

L'ALMANACH QUOTIDIEN POUR MONTRÉAL

Température	Max	Min	Facteur Humidex	Le Soleil et La Lune
Hier	20	8	Aujourd'hui : 26	5h26 20h15 15h20 3h38
Normales du jour	18	7	Indice UV	
Auj. l'an passé	16	3	Aujourd'hui : Modéré	Durée totale du jour: 14h49
Records	Plus haut maximum: 28 en 1992	Plus bas minimum: 1 en 1967	Précipitation	
			Hier: 0mm	18 mai 26 mai 02 juin 09 juin

AU PAYS			LE MONDE			AU SOLEIL				
Calgary	AUJOURD'HUI Beau	DEMAIN 11/-1	Éclaircies	16/3	Amsterdam	AUJOURD'HUI Beau	23/12	Acapulco	AUJOURD'HUI Beau	33/19
Charlottetown	Variable	11/7	Averses	13/5	Athènes	Beau	31/18	Bahamas	Soleil	29/22
Cornwall	Orages	22/7	Averses	15/7	Beijing	Beau	28/15	Barbade	Soleil	30/24
Edmonton	Beau	13/2	Variable	18/3	Berlin	Soleil	22/5	Bermudes	Beau	24/18
Frédéricton	Nuageux	15/7	Nuageux	16/6	Bruxelles	Beau	23/12	Cancun	Nuageux	30/24
Halifax	Éclaircies	14/5	Nuageux	13/5	Buenos Aires	Éclaircies	20/14	Daytona B.	Beau	33/18
Iqaluit	Soleil	-3/-9	Variable	-3/-8	Lisbonne	Soleil	23/13	Ft. Lauderdale	Beau	31/21
Moncton	Éclaircies	13/7	Nuageux	14/6	Londres	Beau	16/11	Honolulu	Beau	28/21
Régina	Beau	16/0	Variable	16/0	Los Angeles	Beau	22/13	Jacksonville	Beau	35/19
Rouyn	Pluie	13/4	Averses	12/2	Madrid	Soleil	27/7	KeyWest	Variable	30/23
Saint-Jean	Averses	10/5	Nuageux	9/1	Mexico	Orages	28/9	La Havane	Beau	33/21
Saskatoon	Variable	14/0	Beau	18/1	Moscou	Faib neige	2/-4	Las Vegas	Beau	31/14
Sudbury	Averses	19/3	Averses	14/3	New Delhi	Beau	43/27	Miami	Variable	30/23
Thunder Bay	Averses	11/3	Beau	20/-2	New York	Orages	26/15	Montego Bay	Soleil	31/25
Vancouver	Beau	14/9	Variable	17/8	Paris	Orages	23/11	Orlando	Beau	33/20
Victoria	Beau	16/9	Variable	19/7	Port-au-Prince	Soleil	31/25	Palm Springs	Beau	35/14
Whitehorse	Variable	10/-1	Averses	10/-1	Rio	Beau	27/17	Puerto Plata	Soleil	31/25
Windsor	Variable	23/8	Beau	18/8	Rome	Soleil	26/9	Tallahassee	Beau	33/17
Winnipeg	Éclaircies	9/-1	Variable	15/-2	Tokyo	Pluie	25/19	Tampa	Variable	31/20
Yellowknife	Éclaircies	5/-6	Variable	8/1	Washington	Beau	31/16	W. Palm B.	Beau	30/20